

YONNE mémoire

N° 26 / décembre 2011 - 4€ / ISSN 1620-1299

SOMMAIRE

ÉDITORIAL / L'« Historien » de la Résistance icaunaise
 Par CLAUDE DELASSELLE / page 2

LE DOSSIER
 ROBERT BAILLY, TÉMOIN ET RÉSISTANT (1942-1944)
 Par JOËL DROGLAND / page 3

MÉMOIRE

LE MONUMENT DES CONCHES

Par FRÉDÉRIC GAND / page 17

CONCOURS NATIONALE DE LA RÉISTANCE ET DE LA DÉPORTATION
LE CONCOURS 2012

Par JEAN ROLLEY / page 20



[LE DOSSIER]

ROBERT BAILLY,

Par JOËL DROGLAND

RÉSISTANT ET TÉMOIN

ARORY

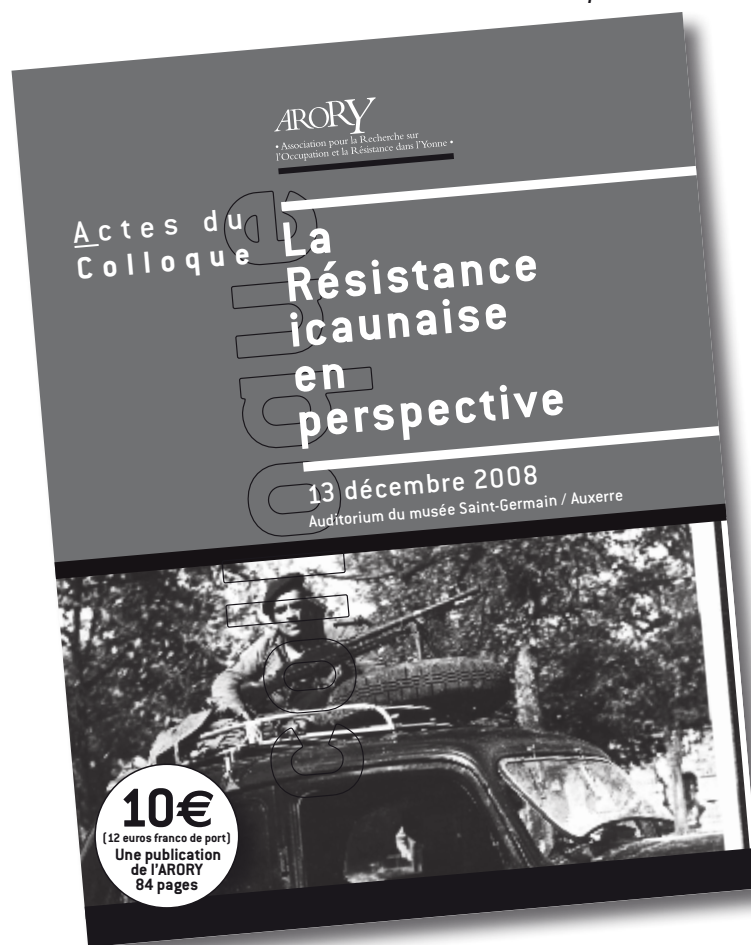
• Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
 Directeur de publication : C. Delasselle / Rédacteur en chef : J. Rolley / Iconographie : Arory / Coordination : T. Roblin, J. Rolley /
 Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2011 / Photos : D.R. / Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr /
 Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre / Tél. / fax : 03 86 48 23 68 / Couverture : montage
 photo réalisé avec des documents d'archives officielles et archives privées (©Arory 2011) /

L'«HISTORIEN» DE LA RÉSISTANCE ICAUNAISE

par Claude Delasselle

Nous avons annoncé à nos lecteurs, il y a un an déjà, après avoir appris son décès dans l'été 2010, que nous consacrerions un article substantiel à Robert Bailly. Pourquoi ? D'abord parce que Robert Bailly a été un des acteurs de la Résistance communiste icaunaise à ses débuts. Mais c'est surtout parce que Robert Bailly a consacré ensuite une bonne partie de sa vie à recueillir de nombreux témoignages, écrits et oraux, émanant de résistants icaunais et qu'il a tiré de ce matériau considérable, et aussi de sa propre expérience de résistant, plusieurs ouvrages qui ont connu un réel succès au niveau départemental et ont fait de lui, pour beaucoup, l'« historien » de la Résistance icaunaise. Chronique détaillée de la période de l'Occupation et des événements de la Résistance dans notre département, présentée par son auteur comme la plus objective possible, elle véhicule cependant de façon évidente le point de vue des communistes sur cette période, postulant et tentant de démontrer le rôle premier et prééminent de la Résistance communiste sur les autres organisations résistantes dans l'Yonne. C'est ce que cet article se propose d'analyser de façon approfondie. ■



Vous pouvez commander l'ouvrage auprès de l'Arory :
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne
- 89000 Auxerre, ou sur notre site www.arory.com, rubrique "Commander les actes".
Adresse mail : arory.doc@wanadoo.fr

**DÉCOUVREZ ET COMMANDEZ
le complément indispensable au livre
"UN DÉPARTEMENT DANS LA GUERRE / 1939-1945
OCCUPATION, COLLABORATION ET RÉSISTANCE DANS L'YONNE"**

publicité

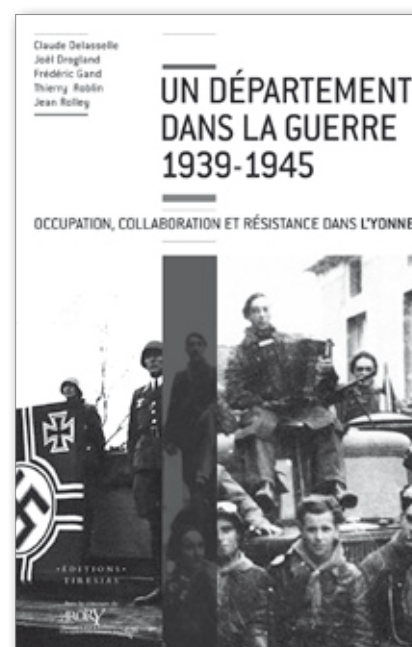
DÉCOUVREZ
"UNE AUTRE HISTOIRE DE L'YONNE
PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE"

UN DÉPARTEMENT DANS LA GUERRE 1939-1945

OCCUPATION, COLLABORATION
ET RÉSISTANCE DANS L'YONNE

Ouvrage collectif de l'ARORY,
750 pages, 30 euros.

Commandez le livre auprès
de l'Arory : 15 bis, rue de la Tour
d'Auvergne - 89000 Auxerre,
ou sur notre site www.arory.com,
rubrique "Commander le livre".
Adresse mail :
arory.doc@wanadoo.fr



ROBERT BAILLY, TEMOIN ET RESISTANT (1912-2010)

par Joël Drogland

Robert Bailly est né à Paris le 14 novembre 1912. Sa mère était la fille d'un vigneron auxerrois partie gagner sa vie à Paris. Son grand-père paternel était cheminot ; « [...] il voulait faire de mon père un *clerc de notaire, mais il devint volailleur* » ; « *Du côté de ma mère, la famille était composée de vignerons très anticléricaux ; mon grand-père paternel votait à droite ; mon père était de gauche, de nuance radicale*¹ ». Pendant la Grande Guerre, il est envoyé chez sa grand-mère à Auxerre et il ne reverra ses parents qu'au début de 1919. Peu de temps après ils viennent s'installer à Auxerre où ils tiennent un café-tabac, rue Bourneil. Robert fréquente l'école du Temple ; il échoue au concours d'entrée à l'École normale. Après avoir effectué trois ans de suppléance (à Fleys, Saint-Sauveur puis Tonnerre), il devient instituteur titulaire. En 1933, il effectue son service militaire à Strasbourg puis reprend ses fonctions d'instituteur.

En février 1935, « dans un bal à Auxerre », il fait la connaissance de Germaine Malleville, couturière aux établissements Soisson et James. Tous deux participent activement aux luttes du Front populaire : la grève est déclenchée chez Soisson et James, Germaine est licenciée et se met à son compte. Ils se marient le 31 juillet 1937 et s'installent 7, rue de l'Arquebuse à Auxerre.



LE MILITANT COMMUNISTE DES ANNÉES 1930

Ses contacts avec des instituteurs communistes le conduisent à adhérer à la CGTU en 1932. Germaine partage les convictions communistes de son mari, aussi partent-ils en voyage de noce en URSS, pays où se construit le socialisme. Ils visitent Leningrad et Moscou et reviennent encore plus enthousiastes.

Les Amis de l'URSS

Robert adhère au parti communiste en octobre 1937 et milite au sein des « Amis de l'Union soviétique » dont il devient le secrétaire départemental. Fondée en 1927, c'est l'une des nombreuses « organisations de masse » contrôlées par Moscou et gravitant autour du PCF dans les années 1920

et 1930. Elle a pour fonction de diffuser une image positive du régime soviétique, tant sur le plan économique que social. Elle organise des voyages en URSS qui sont des instruments de promotion interne des militants de l'association et qui ont aussi pour but de convertir des sympathisants et de former des cadres. Robert Bailly la présente un peu différemment : « *Les Amis de l'URSS, bien qu'ayant des dirigeants communistes (...) s'efforçaient d'être indépendants du PC et arrivaient à élargir leur influence en recrutant des personnalités spirituelles très éloignées (...) Nous recrutions plus au centre et à droite que chez les socialistes qui essayaient de nous contrer (...) Nous ne cherchions pas particulièrement à recruter au PC. Mais les militants communistes nous aidaient beaucoup, par exemple en*

[LE DOSSIER]

organisant des services de cars pour assister à des séances de cinéma soviétique (Le chemin de la vie, Potemkine, Lénine à Viborg, Tchapaïev, la série des Maxime etc.) avec causerie avec un dirigeant national sur l'URSS. Mais sans en faire un paradis contrairement à une opinion répandue - en montrant au contraire les difficultés à vaincre à partir de la situation de famine des années 17 à 20, alors que les Russes blancs aidés des armées étrangères tentaient d'étrangler la jeune révolution. » Robert Bailly admet néanmoins que « Les Amis de l'Union soviétique » étaient dans l'ensemble favorables à l'URSS » !

Robert Bailly n'a pas adhéré au mouvement Amsterdam-Pleyel, pourtant bien implanté dans le département avec ses 175 comités de lutte contre la guerre et le fascisme, regroupant plus de 7 500 adhérents en juin 1937. Le parti communiste, au moment où il y adhère, est un parti de faible importance dans le département mais en plein essor. Décimé par la stratégie « classe contre classe » adoptée par les instances nationales en 1928, qui excluait toute alliance, même électorale, avec les socialistes qualifiés de « social-fascistes », il ne comptait plus que 250 adhérents au début des années 1930 et n'obtint même pas 2% des voix aux élections législatives de 1932. La tactique unitaire finalement acceptée par le Komintern et soutenue par Maurice Thorez après le désastre de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne sortit le PCF de son isolement : il obtint 9% des voix au premier tour des élections législatives de 1936 et comptait 1 300 adhérents environ en décembre 1937². En novembre 1938, Robert Bailly a participé à la grève lancée par la CGT contre les décrets-lois de Paul Reynaud qui remettaient en cause les acquis sociaux de 1936. « Lancée d'en haut, votée après une réunion houleuse passage Soufflot, (elle) sera finalement peu suivie, Daladier ayant brandi la menace de la révocation (...) La base, ébranlée par les circulaires menaçantes de Daladier ne suit pas. Merlette, le secrétaire départemental, donne courageusement les consignes de la centrale syndicale et fait front aux oppositions. Nous sommes une trentaine seulement à faire grève dans l'Yonne, ce qui est grave. L'inspecteur primaire, Leclerc, vient me voir, m'offre de ne pas me compter comme gréviste. Je refuse. » Il se souvient avoir participé à une

« ... NOUS AVIONS PRIS LA POSITION OFFICIELLE DU PCF EN TOUTE BONNE FOI, AU MOMENT DES PURGES. NOUS N'AVONS JAMAIS ÉTÉ EN OPPOSITION AVEC LA DIRECTION. NOS BÊTES NOIRES ÉTAIENT LES TROTSKYSTES. »

école du parti à Auxerre, sans pouvoir en préciser la date : « (...) les séances avaient lieu le soir et réunissaient une quinzaine de militants du département. J'y étais élève puis professeur. » Il milite au sein de la cellule communiste du quartier du Temple à Auxerre : « Nous nous réunissions chez un vieux maçon qui disposait de la collection des « Cahiers du Bolchevisme » et autres brochures (...) Nous étions une douzaine dans la cellule, assidus (...) L'obéissance était totale. Nous avions des discussions politiques intéressantes. Nous avions toutes les idées de l'époque : confiance absolue en Staline, inconditionnels de l'Union soviétique. Nous avons pris la position officielle du PCF en toute bonne foi, au moment des purges. Nous n'avons jamais été en opposition avec la direction. Nos bêtes noires étaient les trotskystes. »

Le pacte germano-soviétique

Cet état d'esprit, qui est celui de tous les militants, nous permet de comprendre l'approbation du pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939. Interrogé en détail sur cette période³, Robert Bailly se souvenait de la surprise, de la stupéfaction des militants à l'annonce de l'événement : « Le pacte est arrivé comme une bombe, nous n'étions pas préparés à cela ; nous avons été totalement surpris », ainsi que de la sensation d'être isolés dans l'opinion publique : « On avait absolument l'unanimité contre nous, nous étions devenus des hors-la-loi (...) comme si cela était de notre faute! »

L'obéissance au parti, la foi dans l'Union soviétique, la confiance en Staline le conduisent, comme la plupart des militants, à défendre la signature du pacte, position qu'il affirme néanmoins réfléchie et argumentée et qu'il défendait toujours en 1982 et en 1994. « J'étais l'objet de pressions : on me demandait de faire un désaveu⁴ dans le journal Le Bourguignon. Au lieu de faire un désaveu, j'avais indiqué ce que je pensais

de la question. Le Bourguignon ne l'a pas inséré. J'ai gardé le brouillon de cet article. Je suis étonné car je ne vois pas beaucoup de choses à reprendre. L'analyse montrait que le pacte était la réponse de Munich qui s'était fait contre l'URSS ; Staline retournait les dés à son profit. Cette analyse serait acceptée sur beaucoup de points, par tous, aujourd'hui. » Mais il ajoute néanmoins : « Le point faible : elle présentait le pacte comme favorable à la paix, alors qu'il nous menait à la guerre directement ! ». Ajoutons que le protocole secret prévoyant le partage de la Pologne entre l'URSS et l'Allemagne n'était pas encore connu. Quand, un mois plus tard, l'URSS envahit et annexe la partie orientale de la Pologne, les militants communistes ne modifièrent pas leur analyse.

Le 3 septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Allemagne. Agé de 26 ans, Robert Bailly est mobilisé. « Je suis parti au dépôt de Baccarat. violemment anticommuniste et antisoviétique, le capitaine, qui m'estimait beaucoup et ignorait que j'étais communiste, ne m'envoya pas au front, me garda et me proposa de travailler à son secrétariat. Mon domicile à Auxerre fut perquisitionné, fin octobre ou début novembre, en présence de ma femme (...) Le bureau se transforma en échelon de guerre et nous partîmes nous battre dans les Vosges. Nous fûmes faits prisonniers quelques jours avant l'armistice. Le nombre de prisonniers était important, sans encadrement. J'ai réussi à m'évader et suis revenu à Auxerre dans les jours qui suivirent l'armistice, après le bombardement d'Auxerre. » Il se rend alors à la gendarmerie pour se faire démobiliser, puis à l'Inspection académique qui régularise sa situation administrative et le nomme instituteur à Périgny, puis à Charbuy. Il exerce simultanément, comme beaucoup d'instituteurs, les fonctions de secrétaire de mairie.

LE MILITANT COMMUNISTE DES DÉBUTS DE L'OCCUPATION

Le soutien apporté par le parti communiste et ses militants au pacte germano-soviétique, l'approbation de l'invasion de la Pologne, les attaques contre l'armée française en guerre ont entraîné des mesures de répression de la part du gouvernement Daladier. Le parti communiste a été interdit par un décret-loi du 26 septembre 1939. Le siège du parti à Auxerre a été perquisitionné. L'interdiction et la mobilisation ont entraîné

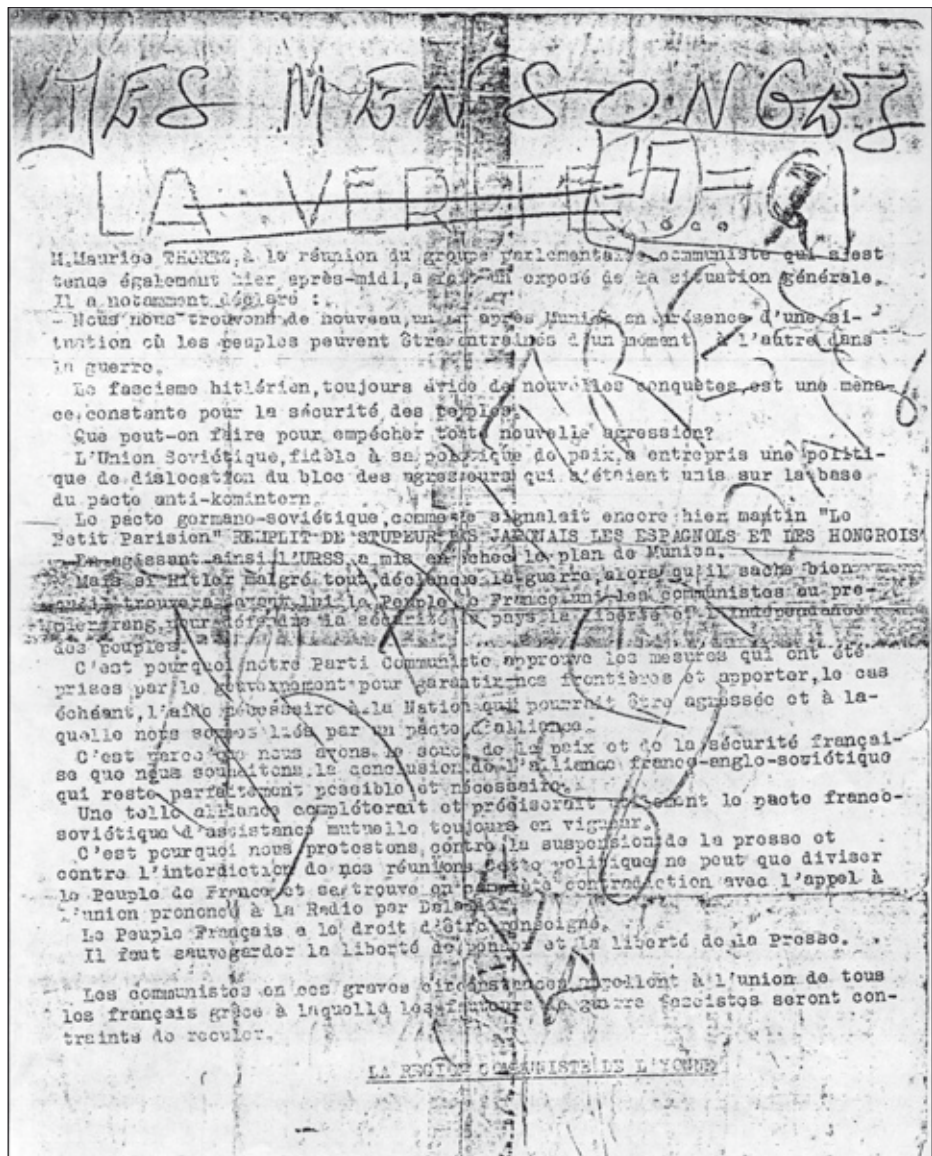


Robert Bailly avant la guerre (Archives ARORY).

la désorganisation totale du parti. A partir d'août 1939, on peut considérer qu'il n'existait plus d'organisation communiste, même clandestine, dans l'Yonne. Les militants mobilisés sont isolés, laissés sans directives, sans lectures, sans analyses et confrontés à un milieu extrêmement anticommuniste. Robert Bailly apprend que René Froissart, trop âgé pour être mobilisé, a été arrêté le 22 avril et qu'une vague d'arrestations a eu lieu en mai et juin 1940.

La réunion du 1^{er} septembre 1940

« En juillet, René Roulot, responsable du PCF, ayant appris mon retour prend contact avec moi, m'encourage à agir ; son point de vue est très proche du mien [...] Dans l'été, nous prenons des contacts, moi à Auxerre ; René lui sillonne le département. Je n'ai guère de succès. Les copains que je vois me disent : « T'es pas fou, c'est pas le moment... » Lui a un peu plus de résultat ». Nous abordons avec l'été 1940, une période sensible à propos de laquelle nous avons beaucoup interrogé Robert Bailly⁵ qui n'a pas toujours été d'accord avec nos analyses⁶. Pour lui, il ne fait aucun doute que cette reprise de contacts



Tract communiste justifiant le pacte germano-soviétique, surchargé des commentaires hostiles d'un adversaire des communistes, région de Saint-Léger-Vauban, 1939 (Archives ARORY).

entre militants du parti communiste est une entrée en résistance, il nous l'a dit et a cherché à nous le démontrer, il l'a écrit dans ses ouvrages. Les attestations officielles délivrées à la Libération le confirment : celle que lui délivre André Cornillon affirme que « du 1^{er} septembre 1940 à la Libération, son activité patriotique fut constante » ; dans le résumé de ses activités qu'il rédige en 1953 pour l'obtention de la carte de Combattant Volontaire de la Résistance, il écrit que ces premières réunions ont pour objectif de « résister à l'occupant ». La connaissance que nous avons aujourd'hui de l'histoire du parti communiste et du Komintern, l'étude des sources dont nous disposons nous

conduisent plutôt à caractériser l'action de Robert Bailly (et celles des autres militants du parti communiste) comme visant à reconstituer l'organisation dans une structure clandestine et à développer une action de propagande communiste qui ne nous apparaît pas, du moins jusqu'au printemps 1941, tournée d'abord vers la lutte contre l'occupant.

Robert et Germaine Bailly participent à une réunion de militants, le 1^{er} septembre 1940. Organisée par René Roulot à son domicile auxerrois, elle rassemble aux côtés de Blanche et René Roulot et de Germaine et Robert Bailly, Maurice Carroué, Albert Meunier et Georgette Sansoy, épouse de Pierre

[LE DOSSIER]

Sansoy, mort au combat dans l'Yonne en juin 1940. Robert Bailly la présente comme une réunion de résistants et même, ignorant ou voulant ignorer l'existence de résistants non communistes, comme la réunion fondatrice de la Résistance de l'Yonne. Nous y reviendrons. Il s'agit selon nous, d'une réunion locale et spontanée de militants communistes d'avant-guerre qui marque le début de la réorganisation du PCF dans une structure clandestine. Selon le témoignage de Robert Bailly, les militants y discutèrent de la situation nationale et locale et envisagèrent la conduite à tenir ainsi que les actions possibles. René Roulot n'avait pas encore la liaison avec la direction nationale du parti. Début octobre, une seconde réunion eut lieu à Auxerre ; une troisième réunion à Gron rassembla autour d'Albert Meunier une demi-douzaine de militants communistes. René Roulot a repris contact avec Maria Valtat qui, avec Armand Simonnot et quelques autres militants, réorganise le Parti dans l'Avallonnais. A partir d'octobre 1940, les liaisons sont régulières entre Sens, Auxerre et les autres lieux d'implantation du PCF. Fin octobre 1940, quelques groupes sont donc constitués et reliés à l'organisation nationale du PCF. Deux centres principaux de diffusion se constituent à Auxerre et à Gron, où Lucienne Rolland assure la liaison avec Paris. Robert Bailly continue son activité clandestine au sein du PCF de l'Yonne ; il travaille alors à la constitution et à l'organisation de petits groupes de militants et contribue à la réalisation et à la distribution de tracts. Il considère dans ses écrits comme dans ses témoignages cette activité de propagande et de sensibilisation de la population par des distributions de tracts et de journaux clandestins comme étant une activité de résistance.

Défense de la ligne du parti

La formation et la mentalité des militants, Robert Bailly en convient volontiers, les conduisent à obéir aux directives nationales. Leurs témoignages sont sans équivoque sur ce point : « *Nous étions des communistes disciplinés* » affirme Robert Bailly. La ligne du parti communiste est alors celle qui a été définie par l'Internationale communiste en septembre 1939, en application des analyses et des consignes de Staline : « *La guerre actuelle est une guerre impérialiste, injuste* ». Elle ne concerne donc pas la

classe ouvrière et la direction nationale du PCF est allée jusqu'à négocier avec les autorités d'occupation l'autorisation de réparation de L'Humanité, sans que cela aboutisse. Robert Bailly convient que les militants qui se réunirent le 1^{er} septembre 1940 étaient dans la ligne tout en étant, selon lui, plus hostiles à l'occupant que la direction nationale. Cependant, ajoute-t-il, « *il serait erroné de croire qu'il y ait eu une opposition entre la base et la direction nationale du PCF* ». Les tracts qui sont alors distribués par Robert Bailly et les autres militants du parti clandestin proviennent de la direction nationale et défendent la ligne de la guerre impérialiste, les rapports de police et les documents conservés aux Archives départementales de l'Yonne le prouvent. Les premières distributions relevées par la police datent d'octobre 1940, dans le Sénonais, à Joigny et à Auxerre. Il s'agit d'exemplaires de

fut par la suite présenté par le PCF comme son précoce appel à la Résistance alors que cet « *étrange document s'en prend au gouvernement de Pétain et appelle à une France libre et indépendante, mais sans faire état des Allemands*⁷ ». Robert Bailly admet d'ailleurs que « *la priorité a été donnée à la lutte contre Vichy ; la lutte contre les autorités d'occupation apparaît peu* », ajoutant que « *cela ne nous choquait pas : la répression était faite par la police française. Nous n'avons pas non plus été trop choqués de l'attaque contre les Allemands.* »

« *Nous rassemblons du matériel, une ronéo, des machines à écrire, et même des petites imprimeries utilisées par les instituteurs dans le cadre de la méthode Freinet* ». Le 4 décembre 1940, il est révoqué par arrêté préfectoral de son poste d'instituteur, en même temps que treize autres enseignants. « *Ma révocation n'est pas liée à ces*

LA DIRECTION NATIONALE DU PCF EST ALLÉE JUSQU'À NÉGOCIER AVEC LES AUTORITÉS D'OCCUPATION L'AUTORISATION DE REPARUTION DE L'HUMANITÉ, SANS QUE CELA ABOUTISSE.

L'Humanité et de quelques tracts qui défendent la ligne du parti : « *Thorez au pouvoir* », « *À bas les traîtres de Vichy* », « *Libérez les communistes* », « *Il faut un gouvernement du peuple* ». Robert Bailly évoque quelques tracts locaux dont l'un reproduisait « *les extraits les plus significatifs de l'Appel au Peuple de France* ». Cet « *Appel du 10 juillet* » (en réalité postérieur à cette date), signé par Maurice Thorez et Jacques Duclos,

distributions de tracts. Le préfet Bourgeois a donné l'ordre de révoquer les grévistes de 1938⁸. J'ai un toit, ma femme travaille, je continue le secrétariat de mairie. » « *Je suis allé à la préfecture chercher du travail, j'avais une carte de chômage, je pointais à la mairie d'Auxerre. C'est ainsi que j'ai été réquisitionné par les Allemands⁹ pour le Soldatenheim, le foyer du soldat, où j'ai fait des corvées, jusqu'à mon arrestation.* »

« *Mon supérieur était René Roulot. C'est lui qui, sur Auxerre, nous donnait les directives : lutte contre Vichy, prendre en considération les revendications des populations. Je m'occupais spécialement d'Auxerre. Nous y avions six ou sept secteurs et une dizaine de distributeurs de tracts.* » Il y eut une première rafle de militants en janvier 1941, qui furent internés au centre d'internement administratif de Vaudeurs. Aucun des principaux dirigeants actifs ne fut arrêté, sauf Cornillon qui n'avait cependant pas encore formellement adhéré au parti et qui fut relâché pour raisons de santé (infirmité physique). Roulot passe dans la clandestinité, devient « *interrégional* », responsable de trois départements, la Côte d'Or, l'Aube et l'Yonne et continue à ce titre à venir dans le département de l'Yonne, ce qui représente un risque

René Roulot, responsable communiste de l'Yonne, fusillé à Troyes le 18 avril 1942 (Archives ARORY).



considérable. Robert Bailly, comme beaucoup d'autres militants communistes, est convoqué à la préfecture et assigné en résidence surveillée, « ce qui ne m'empêchait pas de me promener ! J'avais l'impression qu'on ne me surveillait pas. Mon activité était clandestine et je prenais évidemment mes précautions. »

Le parti ou l'OS ?

En ce début 1941, Robert Bailly affirme agir dans le cadre d'une autre organisation que le parti communiste, l'Organisation spéciale (OS). « Au cours de nos entrevues de décembre 1940, nous tombâmes d'accord, Roulot et moi, pour élargir notre champ de recrutement : la solution était de créer une organisation annexe au parti politique et il proposa l'OS (Organisation spéciale) dont il avait eu connaissance en haut lieu, bien que la destination fut différente [...] Une organisation qui ne soit pas le PCF, qui puisse englober de façon plus large des camarades patriotes qui travaillaient avec nous. Notre OS à l'origine n'était pas armée : c'était une organisation qui permettait de recruter plus large : c'était en somme le début du Front national. [...] L'OS de l'Yonne a bien existé de janvier à avril 1941. Ensuite elle s'est fondue dans le Front national apparu dans la seconde quinzaine de mai 1941. »

Selon Robert Bailly, le sigle OS aurait donc été utilisé pour qualifier un type d'organisation qui n'aurait strictement rien à voir avec ce qu'était alors l'OS, pour mettre en œuvre une stratégie qui ne correspond pas à celle du parti à cette époque et de surcroît cette organisation n'aurait laissé aucune trace. L'Organisation spéciale (OS) est une structure communiste clandestine qui était constituée de militants communistes organisés en groupes de protection des diffuseurs de tracts. L'idée fut reprise au niveau national au printemps de 1941 et Charles Tillon fut chargée de la structurer. Il établit ses premiers contacts avec des militants qui avaient combattu au sein des Brigades internationales. Deux des cinq membres du Comité militaire de l'OS étaient d'anciens brigadistes. À l'été 1941, l'OS se transforma en organisation paramilitaire. Selon Robert Bailly, René Roulot aurait utilisé le sigle mais l'organisation de l'Yonne n'aurait pas été un groupe armé. Il se serait agi d'élargir le recrutement : mais il faut alors admettre que les militants communistes de l'Yonne inau-

Le Travailleur

Organe de la Région de l'Yonne
du Parti Communiste Français

EN JANVIER SONT MORTS.

W. J. LENINE.
K. LIEBKNECHT.
ROSA LUXEMBOURG

3 HÉROS DE LA RÉVOLUTION
PROLÉTARIENNE

JANVIER 1941 - n°1


17^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LENINE

En janvier 1924 disparaissait W. J. LENINE.

Lenine, le chef vénéré du prolétariat mondial, celui dont le nom reste gravé dans le cœur de tous les travailleurs.

LENINE, le continuateur de MARX et d'ENGELS dont il appliqua la théorie à la période de l'impérialisme, fut le constructeur du socialisme : le constructeur de l'U. R. S. S.

Le créateur du marxisme-Léninisme qui permit



à 193 millions d'habitants peuplant 1/6 du globe à vivre en Paix dans le bonheur et la prospérité.

Comme chaque année, sous la direction du grand et génial STALINE, l'Union Soviétique célébra dignement le 17^e anniversaire de la mort du disciple de MARX et d'ENGELS. Seul le pays du socialisme victorieux pouvait commémorer officiellement la disparition de LENINE, ainsi que celles de K. LIEBKNECHT et de ROSA LUXEMBOURG.

...mais dans tous les pays capitalistes, les travailleurs adressent un hommage ému à ces grands morts.

LENINE !! Tu as été et tu resteras notre chef. Et nous te retrouvons en notre cher STALINE; ton digne successeur à la tête du prolétariat mondial.

Et notre région Communiste ne pense pouvoir mieux t'honorer qu'en publiant le numéro 1 de son journal.

Une bonne nouvelle pour les masses travailleuses de notre département

Le " TRAV " notre vieux et cher " TRAV " est de nouveau à leur service. Face au " Bourguignon " de Morin-laëchê, il est sur le plan local, le seul journal qui exprime tout haut ce que chacun pense tout bas.

Le seul journal qui librement n'accepte ni directives, ni censures pécuniaires et parle Français.

Malgré une répression inouïe, répression d'une bourgeoisie condamnée et qui avec le sens national a perdu sa dernière raison d'être: notre " TRAVAILLEUR " vivra et luttera.

Travailleurs de l'Yonne, achetez-le, soutenez-le moralement et matériellement.

Il vous aidera à vaincre sous la direction de notre Grand Parti Communiste la misère et la guerre dans une Patrie libérée de toutes les servitudes.

Pierre SANSOY n'est plus... Lui qui aimait tant la vie, il est mort assassiné par cette guerre capitaliste qu'il avait vu venir et contre laquelle il avait tant lutté.

C'est une grande perte pour notre Pays. Doué d'une intelligence supérieure, d'un courage et d'un dévouement inlassable, ses immenses capacités eussent fait de lui un des plus grands artisans de notre prochain avenir et il est occupé les plus hauts postes les plus élevés dans notre Pays enfin délivré de l'exploitation capitaliste et de l'oppression étrangère.

Les communistes de l'Yonne, en pleurant l'ami perdu seront fidèles à son enseignement et à son exemple. Ils lui rendront le seul hommage qu'il ait souhaité en luttant avec vigueur décuplée au triomphe de la cause du PEUPLE...

La Région de l'Yonne.

Premier numéro du Travailleur, journal de la fédération du PCF de l'Yonne, janvier 1941 (Archives ARORY).

gurent une ligne politique qui n'est pas alors celle du parti car l'analyse du Komintern prévaut toujours et les communistes icaunais se reconnaissent disciplinés. Conscient de la contradiction, Robert Bailly nous déclarait « Nous nous sentions une autonomie de fait dans la décision et avons déjà l'esprit Front national sans pour cela nous sentir en opposition avec la direction nationale. » À ces doutes, il nous faut ajouter un fait : les tracts qui sont alors distribués dans l'Yonne portent la signature du parti communiste.

Aucun document n'existe qui soit signé de l'OS, aucune action n'a été commise qui ait été revendiquée par une organisation de ce nom¹⁰. Nous sommes donc conduits à remettre en cause l'existence de cette organisation qui n'a laissé aucune trace¹¹. « En janvier 1941, nous avons sorti le premier journal clandestin, Le Travailleur de l'Yonne, qui a été rédigé dans l'Yonne et tiré à Dijon. La première page était en l'honneur de Lénine. Ensuite nous tirions nous-mêmes avec une ronéo, à Champignelles, en Puisaye. »

7

bulletin arory 26.indd 7

28/11/11 11:31

[LE DOSSIER]

Au moment où Robert Bailly affirme que se crée l'OS, ce journal reprend le titre de celui qui était l'organe du parti communiste de l'Yonne et son contenu est strictement en phase avec la ligne du parti communiste qui demeure très peu préoccupée par la lutte contre l'occupant.

LE RÉSISTANT COMMUNISTE

À partir d'avril 1941, la Troisième Internationale infléchit sa stratégie, suivant en cela les impératifs de la politique soviétique. Par voie de conséquence, le PCF applique la ligne nouvelle et abandonne la doctrine de la « guerre impérialiste ». Le 26 avril 1941, la direction du PCF envoie des directives « pour la formation d'un Front National de lutte pour l'indépendance de la France ». Ce texte est antivichyste mais il est encore violemment antigauilliste. La France libre y est qualifiée de « mouvement d'inspiration réactionnaire et colonisatrice à l'image de l'impérialisme britannique ».

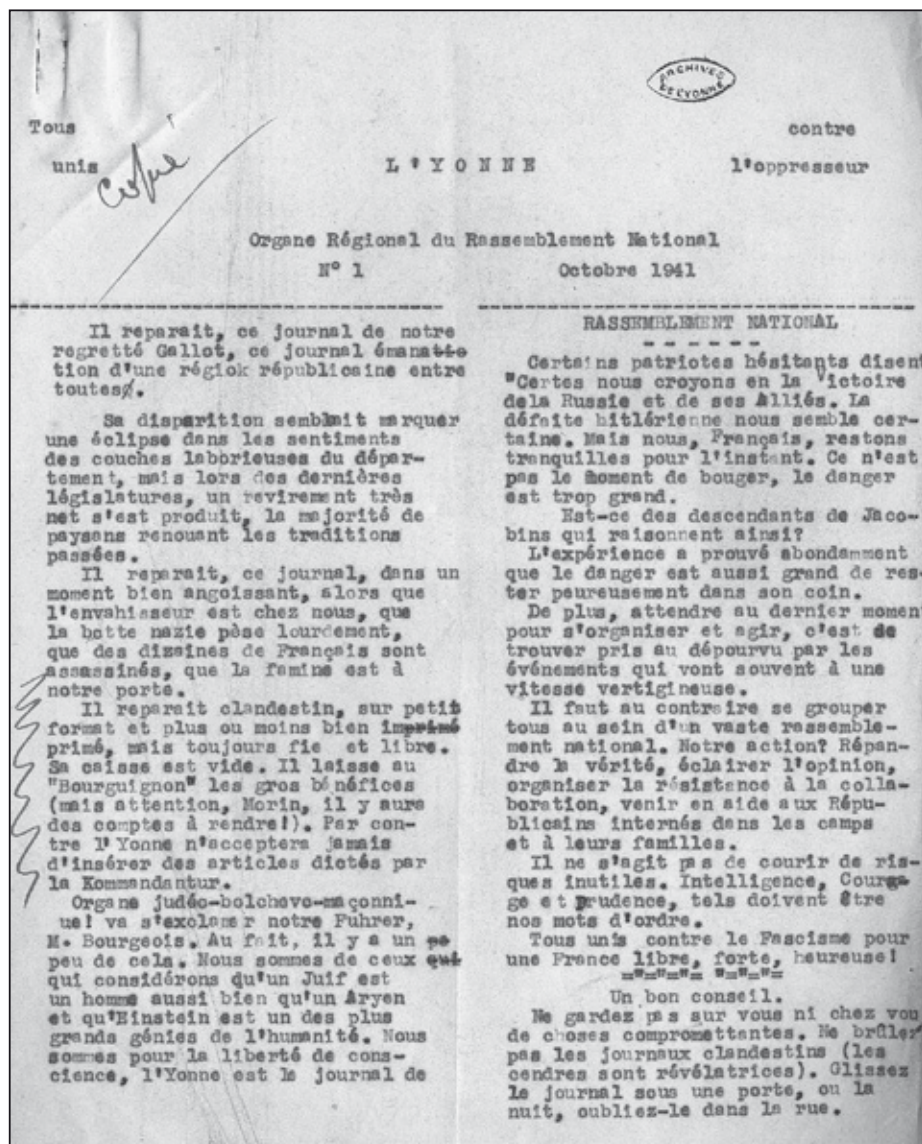
Création du Front national à Auxerre

La constitution de ce front exige que des contacts soient pris avec des non communistes pour agir avec eux. René Roulot applique les directives et les transmet à Robert Bailly. « Lors de notre entrevue du 1^{er} mars, il me demanda d'aller trouver André Cornillon qui habitait place Saint-Mamert à Auxerre, socialiste de gauche¹². Atteint de tuberculose des os, André se déplaçait dans une petite voiture d'handicapé. Il était désigné pour Vaudeurs, mais son arrestation fit scandale et il fut libéré de la maison d'arrêt d'Auxerre. En février, il donnait son adhésion au PC de l'Yonne. Il se chargea de contacter des personnalités amies, dont un attaché de préfecture, des enseignants, des membres du Grand Orient à Auxerre même. Nous avons contacté des sympathisants qui avaient déjà constitué des dépôts d'armes trouvées, laissées par notre armée en déroute. Cornillon, beau parleur, très ouvert aux idées et pas sectaire du tout nous semblait plus qualifié pour organiser le Front national. »

L'invasion de l'URSS va brusquement donner à ce Front national une toute autre signification. Pour l'Internationale et pour le PCF, la guerre n'est plus impérialiste : elle devient antifasciste ce qui implique une large politique d'alliance. C'est une modification radicale de la politique suivie depuis septembre

1939, un tournant qui soulage les militants, Robert Bailly en convient volontiers : « Il y a eu une importante lueur d'espoir, à plus forte raison pour nous qui avions confiance dans l'URSS : cela nous a vraiment regonflés. Il n'est donc pas étonnant que notre action ait été décuplée. » Raymond Roulot et Robert Bailly rédigent un appel qui est diffusé dans tout le département sous la forme d'un numéro spécial du Travailleur de l'Yonne¹³.

rôle de trésorier local du parti, dont il ne fait lui-même jamais mention. Robert Bailly est l'un des auteurs et des concepteurs du premier organe clandestin du « Rassemblement national », L'Yonne, tiré fin septembre 1941 au domicile de son père. « Nous avons cherché, avec André, à faire paraître déjà un périodique local qui puisse exprimer notre présence et véhiculer notre propagande patriotique. J'ai proposé L'Yonne comme titre



Premier numéro de L'Yonne, octobre 1941 (Archives ARORY).

En dehors de l'hébergement de quelques militants obligés de passer dans la clandestinité¹⁴, l'action de Robert Bailly consiste à la rédaction et à la distribution de tracts et de journaux ainsi qu'à la structuration dans l'Auxerrois du Front national. L'inter-régional « Gaston » mentionne aussi son

pour des raisons de tradition. » Ce premier numéro est tiré à Auxerre et a pour devise : « Tous unis contre l'opresseur ». Il adresse une mise en garde au rédacteur en chef du Bourguignon ainsi qu'au maire d'Auxerre et lance un appel aux paysans : « Résistez aux impositions allemandes ». « L'inter-régional

« Gaston », qui lut avec beaucoup d'intérêt le numéro 3 de décembre 1941, proposa que le titre devienne *L'Yonne libre*, avec référence exacte au Front national et non plus au « Rassemblement national¹⁵ ».

L'arrestation de « Gaston » et ses conséquences

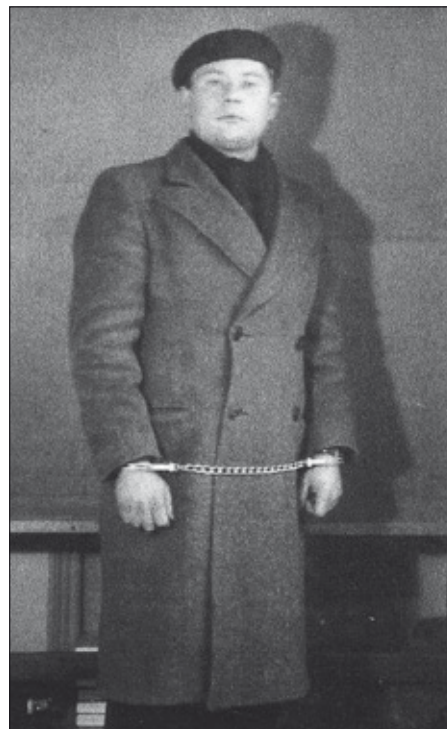
En novembre 1941, Roulot, alors interrégional, de passage à Auxerre, conduit Robert Bailly chez Emilienne Ferry à Vaux pour un rendez-vous avec le nouvel interrégional dont le pseudonyme est « Gaston » et qui s'appelle en réalité Jean-Pierre Ringenbach. Né à Besançon en 1915, militant communiste depuis qu'il a quinze ans, il a repris dès l'automne 1940 son activité militante. En octobre 1941, menacé d'arrestation, il a dû quitter Besançon, y laissant sa femme et ses deux jeunes enfants. Il est devenu « Gaston » et s'est vu confier la mission de réorganiser le parti dans les départements

À TROYES, PUIS À DIJON, PENDANT TROIS SEMAINES, RINGENBACH SUBIT DE TERRIBLES INTERROGATOIRES ET UN SIMULACRE D'EXÉCUTION. LE 19 FÉVRIER 1942, IL EST CONDAMNÉ À MORT PAR UN TRIBUNAL MILITAIRE ALLEMAND.

de l'Aube et de l'Yonne. En novembre 1941, il s'installe dans un petit meublé à Sainte-Savine, dans la banlieue de Troyes. Il se déplace dans les deux départements, distribue la presse et des tracts, collecte des fonds, rencontre beaucoup de militants dont Robert Bailly. Le 29 janvier 1942, la Gestapo, qui est à la recherche des auteurs d'un attentat commis contre le Soldatenheim de Dijon le 10 janvier, le surprend dans sa planque. Dans son armoire on trouve un appareil à dupliquer, des tracts et des journaux communistes. Il n'y a donc aucun doute possible sur son activité, que d'ailleurs il ne nie pas. Bailly écrit : « *Gaston* » n'a pas l'envergure indomptable qu'on prête à juste titre aux militants communistes. Il se révèle même un être faible devant l'adversité et la mort, et il se met à table [...] Les premières dénonciations concernent « Gabriel » (Jean Creux), Charles Masson et moi-même. » Ainsi Robert Bailly explique-t-il son arrestation dans tous ses ouvrages¹⁶ par la « trahison » de « Gaston ». Il se trouve que cette explication n'est pas conforme à la réalité et qu'on ne comprend pas comment Robert Bailly a pu l'ignorer¹⁷.

À Troyes, puis à Dijon, pendant trois se-

maines, Ringenbach subit de terribles interrogatoires et un simulacre d'exécution. Le 19 février 1942, il est condamné à mort par un Tribunal militaire allemand. Il n'a pas parlé. Robert Bailly est arrêté le 3 février 1942 : il n'a donc pas été dénoncé par « Gaston ». Les militants qui, comme Robert Bailly, sont arrêtés pendant cette période le sont parce que les Allemands ont pu les identifier grâce aux documents saisis par la Gestapo dans la planque de Ringenbach le jour de son arrestation. Concernant Robert Bailly, il est possible de reconstituer l'enchaînement des faits qui conduisent à son arrestation. La Gestapo et la police française ont trouvé dans la planque de Ringenbach la carte d'identité du Sénonais Emilien Jacquin, une photographie de Charles Masson, une enveloppe à l'adresse de « Gaspard Gabriel » (Jean Creux) à Saint-Florentin ainsi que l'identité de Chollet. Jacquin, Chollet et Masson sont arrêtés le 3 et le 5 février ainsi



Jean-Pierre Ringenbach (Archives ARORY)

lui furent infligées et précise les conditions dans lesquelles il a parlé. Le 14 décembre 1945, l'affaire est classée. Le 13 mai 1948, une nouvelle information est ouverte par le tribunal militaire de Paris, consécutive à la découverte de documents allemands qui l'accuseraient. Le juge d'instruction militaire se déclarant incompétent, c'est le parquet de la cour de justice de la Seine qui reprend l'instruction le 17 juin 1948. À l'issue d'un second procès, la section générale du parquet estime qu'aucune charge nouvelle n'est venue modifier la situation. Le non-lieu est prononcé et J.-P. Ringenbach sort libre de la prison de Fresnes le 11 octobre 1948. Lors du procès de 1948, des veuves des fusillés de l'Yonne d'avril 1942 sont venues témoigner et leurs dépositions ont été enregistrées. Comment Robert Bailly a-t-il pu ignorer ces faits et affirmer que Ringenbach avait immédiatement trahi ?

L'arrestation et l'évasion de Robert Bailly

Le 3 février 1942, Robert Bailly est donc arrêté au Soldatenheim par des policiers auxerrois. Il est amené à son domicile, qui fait l'objet d'une perquisition qui ne donne pas grand-chose (deux numéros du journal clandestin *L'Yonne* mais aussi un tract du PPF !), puis au commissariat de police d'Auxerre, place Fourier (actuelle place du

[LE DOSSIER]

maréchal Leclerc] où il est interrogé par le commissaire spécial René Grégoire. Selon le récit de Robert Bailly¹⁹, vers 19 h le commissaire Grégoire s'en va dîner, le laissant, lui et une autre personne arrêtée (que Bailly n'a pas vue mais qu'il pense être Charles Masson, un autre responsable communiste) sous la surveillance d'un seul policier, l'agent Villerey. Bailly raconte²⁰: « *Je savais alors que ma peau était en jeu et j'étais résolu à fuir. Encore fallait-il qu'une chance m'en offre l'occasion. Ce fut mon camarade interné qui la provoqua en faisant de l'esclandre pour m'avertir de sa présence. Cela attire*

ON PEUT S'ÉTONNER DE LA FACILITÉ AVEC LAQUELLE ROBERT BAILLY A PU AINSI S'ENFUIR : IL N'ÉTAIT NI ENTRAVÉ NI MENOTTÉ, VILLEREY L'A LAISSÉ SEUL UN MOMENT SANS SURVEILLANCE...

l'agent de service vers le fond de la pièce. Je bondis, le feu est au vert, la voie est libre ».

On peut s'étonner de la facilité avec laquelle Robert Bailly a pu ainsi s'enfuir : il n'était ni entravé ni menotté, Villerey l'a laissé seul un moment sans surveillance²¹, la porte du commissariat n'était pas fermée à clé et Villerey n'a pas essayé de stopper le fuyard en tirant sur lui avec son pistolet. Faute professionnelle grave, ou bien plutôt acte délibéré d'un policier qui revendiquera en 1944 son attachement à la Résistance ? En tous cas, Bailly est libre et ne cherche pas très loin pour se cacher : dans son premier livre, *Les feuilles tombèrent en avril*, comme dans le résumé de son activité résistante qu'il joint à sa demande de carte de Combattant Volontaire de la Résistance, le 3 février 1953, il écrit qu'il s'est réfugié chez son père qui résidait 5 avenue de Paris à Auxerre. Comme il n'indique ensuite aucune autre cachette, on peut penser qu'il y est resté jusqu'à la fin de l'occupation allemande. Il affirme dans ses différents ouvrages que le commissaire Grégoire, furieux, a fait perquisitionner son domicile, qu'il a fait afficher sa photo et un avis de recherche dans tous les commissariats, les brigades et les gares de la région. Il affirme aussi que son épouse a fait l'objet d'une surveillance discrète et qu'après l'avoir, trois semaines plus tard, interrogée longuement, Grégoire l'a faite relâcher mais surveiller de près dans l'espoir qu'elle mène

les policiers vers sa cachette. Là encore, on peut s'étonner : Grégoire était-il un policier si incompetent qu'il n'ait pas eu l'idée de faire fouiller, à Auxerre même, la maison de son père ? Ou faut-il supposer que Grégoire, qui savait parfaitement quel était l'engagement politique de Robert Bailly, n'ait pas fait beaucoup de zèle dans cette affaire où il n'a joué qu'un rôle assez secondaire²².

Autre sujet d'étonnement : au cours de l'instruction du procès du commissaire Grégoire, le 20 février 1945, devant la cour de justice de l'Yonne, Robert Bailly, cité comme témoin, termine sa déposition en déclarant que le principal reproche qu'il fait à l'accusé c'est de ne pas avoir prévenu les communistes de l'Yonne qui risquaient d'être à leur tour arrêtés. Un tel reproche adressé à celui que Robert Bailly dans tous ses ouvrages décrit comme un adversaire farouche des communistes, acharné à leur perte, est paradoxal : celui qui aurait dû prévenir ses camarades, c'est bien Robert Bailly lui-même, qui venait d'échapper miraculeusement à la police d'Auxerre. Certes il se cachait et ne pouvait donc le faire lui-même et il était évident que son épouse serait fortement surveillée, mais il aurait pu (lui ou d'autres responsables communistes de la région) essayer de faire avertir ses camarades. Il s'est écoulé trois semaines entre les premières arrestations dans l'Yonne au début février (Bailly, Masson, Chollet) et la vague d'arrestations déclenchée fin février-début mars seulement par les aveux de Ringenbach... Robert Bailly en convient et répond lui-même : « *Dans tout cela, il n'y avait encore rien de catastrophique. L'évasion de Robert fut vite connue. L'effet de surprise ne jouait plus et on peut s'étonner que du 3 février à début mars, date des dernières arrestations, les responsables FN-OS des différents secteurs ne soient pas entrés dans la clandestinité. Il faut dire que personne dans l'organisation, à part ceux qui furent arrêtés, n'a soupçonné l'importance de l'affaire. Même une défaillance locale ne pouvait avoir de réaction en chaîne étant donné le système rigoureux de cloisonnement en vigueur. Il n'y avait donc pas lieu de trop s'inquiéter* »²³. Pourtant « Gaston », le responsable interdépartemental, savait tout de l'organisation communiste dans l'Aube et l'Yonne. Bailly précise : « *Et en fait, chacun avait une confiance absolue en Gaston* ». Sauf qu'à partir du moment où ce dernier

avait fini par craquer, le 24 février, tout s'écroulait ! « *Le système rigoureux de cloisonnement* » n'était en fait qu'illusoire.

Et après ?

À partir de son évasion, le 3 février 1942, l'activité résistante de Robert Bailly, telle qu'il la décrit lui-même onze ans plus tard (jour pour jour !) à l'appui de sa demande de carte CVR, apparaît bien modeste jusqu'à la Libération. Il affirme être resté en liaison avec le FN par l'intermédiaire de son épouse et de Blanche Simon (la veuve de René Roulot, fusillé près de Troyes le 24 avril 1942), mais sans donner aucune autre précision. Il revendique seulement avoir participé à la rédaction de tracts destinés au mouvement de résistance des femmes (l'UFF, organisation communiste dont fait partie son épouse), avoir distribué en février 1943 des tracts dans le quartier des Clairions et avoir participé à l'organisation et à la réalisation de deux manifestations patriotiques clandestines à Auxerre, le 11 novembre 1943 et le 14 juillet 1944²⁴.

Tout lecteur attentif de ses ouvrages ne peut qu'être frappé par le contraste entre l'évocation détaillée qu'il fait lui-même de son activité résistante avant son arrestation et son évasion, et le silence total qu'il garde sur lui-même ensuite. On peut tout à fait comprendre que Robert Bailly, fortement traumatisé par l'exécution de ses camarades, ayant échappé par miracle à leur sort, n'ait jusqu'à la Libération plus voulu prendre de risques : même si certains résistants icau-nais, plutôt anticommunistes, n'ont pas manqué, longtemps après la guerre, de se gausser de l'attitude de Bailly pendant cette période, qui aurait le droit de le juger sur ce point ? En tous cas, à notre connaissance, ses camarades résistants communistes ne l'ont jamais fait.

Pourquoi Bailly n'a-t-il pas fait état dans ses ouvrages de ce qui a été démontré lors des procès de Ringenbach après la guerre, c'est-à-dire que ce ne sont pas les aveux de Ringenbach qui ont entraîné l'arrestation de Bailly le 3 février 1942 ? Il est évident que pendant la guerre, et encore après, tant que les procès de Ringenbach²⁵ n'avaient pas encore eu lieu, l'erreur était compréhensible. Même si en 1948 Bailly ne s'était pas encore (il ne le fera que bien plus tard, dans les années soixante-dix) penché sur l'histoire de cette période, il paraît cepen-

dant peu vraisemblable qu'il ait ignoré l'existence de ces procès, puisque les veuves de ses camarades fusillés, qu'il connaissait, au moins pour certaines, y ont témoigné et qu'il a forcément dû en entendre parler. Pourtant, dans ses ouvrages (le dernier, *Si la Résistance m'était contée* est paru en 1990, c'est-à-dire presque cinquante ans après les faits !), il n'a jamais varié dans ses accusations²⁶ contre Ringenbach et n'a jamais montré qu'il avait été au courant de ces procès et de leurs révélations. De même (mais nous reviendrons sur cette question plus loin), il n'a pas essayé d'exploiter les archives existantes. Pourquoi ? Risquons une explication d'ordre psychologique. Nous avons déjà dit que cette affaire, qui est de façon très symbolique le thème central de son premier livre, *Les feuilles tombèrent en avril*, paru en 1977 (les « feuilles » sont bien évidemment ses camarades arrêtés et fusillés en avril 1942), a été pour lui un terrible traumatisme : de même que les survivants d'une catastrophe se culpabilisent d'avoir survécu alors que leurs voisins ou leurs proches sont morts, Robert Bailly a dû vivre avec cette culpabilité, renforcée peut-être par le sentiment, inconscient ou non, d'avoir abandonné le combat alors que d'autres communistes le poursuivaient malgré les terribles risques qu'il comportait. Ce sentiment de culpabilité pourrait expliquer ce refus de connaître (ou reconnaître) la vérité. À moins tout simplement que, persuadé que sa version était la seule vérité, il n'ait jamais fait l'effort d'en savoir plus.



Robert Bailly dans les années 1950 (Archives ARORY).

ROBERT BAILLY, HISTORIEN DE LA RÉSISTANCE ?

Après la Libération, Robert Bailly reprend son métier d'instituteur, à Lindry, où il accomplit tout le reste de sa carrière jusqu'à sa retraite prise en 1969. Il est conseiller municipal de 1959 à 1967, puis maire de Lindry de 1967 à 1977. Fidèle à ses convictions de toujours, il continue de militer au sein du PCF. Il adhère également à l'ANACR de l'Yonne dont il est élu secrétaire départemental en 1952, président en 1961 et président d'honneur en 1986.

Une fois à la retraite, Robert Bailly se consacre à l'étude de la Résistance dans l'Yonne et recueille de très nombreux documents et témoignages de résistants. Il utilise ces matériaux pour publier plusieurs ouvrages consacrés à ce sujet : *Les feuilles tombèrent en avril*, publié en 1977, *La Croix de Saint André*, publié en 1981, *Occupation hitlérienne et Résistance dans l'Yonne (et zones limitrophes)*, publié en 1984, *Si la Résistance m'était contée...*, publié en 1990. Il a participé aussi à une publication collective, *Ceux qui ont fait la Résistance vous parlent*, publié en 1992. Quel jugement peut-on porter sur cette œuvre ?

Le choix d'une méthode littéraire plutôt que scientifique

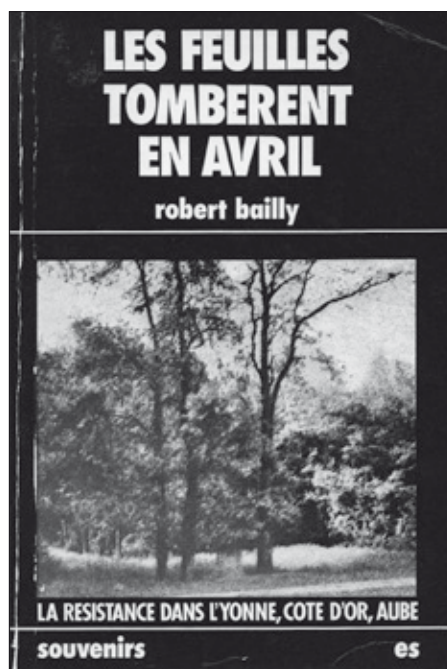
Dans les avertissements au lecteur qui précèdent ces ouvrages, Robert Bailly a expliqué de façon assez précise ses méthodes de travail et ses objectifs. Ainsi dans *La Croix de Saint André*, il écrit : « Deux méthodes s'offraient [...] D'abord la méthode scientifique consistant à atteindre d'emblée la rigueur historique en dépouillant l'ensemble des témoignages parus, confrontés avec tous les documents d'époque : journaux officiels ou clandestins, tracts, rapports de gendarmerie, documents d'archives, etc. Nous avons écarté cette perspective trop ambitieuse pour le moment étant donné le peu de travaux effectués jusqu'ici [...] Nous avons pensé qu'il fallait s'orienter vers une méthode plus littéraire [...] Pour cela nous avons donné une large place aux témoignages de ceux qui ont participé directement aux événements [...] ». Et il précise : « Sans doute on peut toujours contester l'objectivité de l'auteur qui inconsciemment peut se laisser influencer par ses options philosophiques, politiques ou religieuses - et par le fait qu'il a traversé lui-même cette pé-

riode. On ne peut être juge et parti. Laissons donc à l'historien (...) la prétention à l'objectivité ».

Les témoignages comme unique source

Robert Bailly n'a donc pas cherché à utiliser d'autres renseignements que ceux fournis par les témoignages (écrits et oraux) de résistants et ceux que sa propre expérience de résistant lui fournissait, avec les commentaires qu'il jugeait appropriés à rendre le climat de cette période et à éclaircir pour le lecteur les raisons de certains comportements (par exemple l'exécution de collaborateurs et de « traîtres » par les résistants), sans cacher la part de subjectivité qui peut y être attachée.

Au début de son livre *La Croix de Saint André*, il précise les sources qu'il a utilisées : pour l'histoire de la Résistance des cheminots, et en particulier celle animée par Louis Riglet



Couverture du premier ouvrage de R. Bailly
Les feuilles tombèrent en avril, Editions Sociales, 1977.

au dépôt de Laroche-Migennes, à laquelle il reconnaît avoir accordé une très large place, il cite le témoignage écrit (intitulé également *La Croix de Saint André* !) de Gilbert Dauvisat, qui travaillait à l'atelier de réparation du dépôt. Pour évoquer l'organisation et le développement de la Résistance dans l'Yonne, Robert Bailly indique avoir surtout utilisé les souvenirs manuscrits de Robert Loffroy, qu'il considère comme un « témoignage

[LE DOSSIER]

capital sur cette période ». Il confirme que ces deux témoignages ont été les sources essentielles de son travail en ajoutant : « *D'autres témoignages viendront compléter ces deux récits* », des « *souvenirs et documents écrits que nous ont laissés des témoins hélas disparus* » [...] et « *d'intéressants récits vécus que nous ont fait parvenir des camarades ayant appartenu à divers réseaux* ». Et à la fin de cet ouvrage, il publie une bibliographie d'une soixantaine de titres, qui sont essentiellement des témoignages écrits, publiés ou inédits, plus quelques ouvrages de référence comme *l'Histoire de l'occupation et de la Résistance dans la Nièvre*, de J.C. Martinet ou les ouvrages d'Albert Ouzoulias, un des chefs de la résistance armée communiste française. Les seules archives mentionnées sont celles de l'État-major FTPF de l'Yonne.



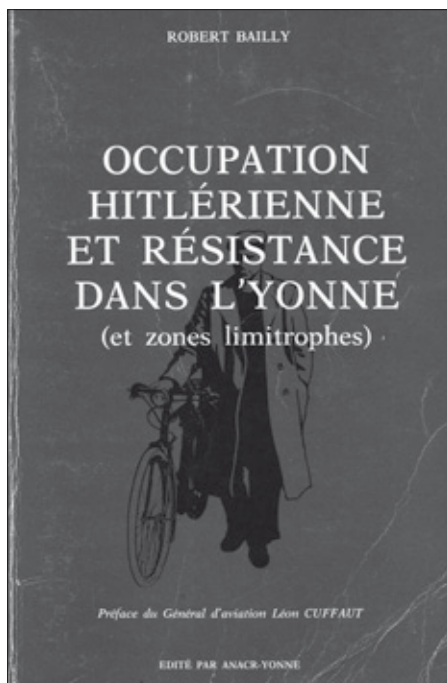
Couverture de *La Croix de Saint-André*, Éditions ANACR-Yonne, 1981.

Il justifie ainsi le choix de ne pas recourir aux documents d'archives²⁷ : « *Sous l'occupant nazi, tout écrit était un danger. Aussi les archives sont pauvres. Il [le chercheur] lui reste à rechercher les témoignages vécus (...)* » Il est bien évident que, s'agissant des archives produites par les résistants eux-mêmes, celles-ci sont « *pauvres* » ! Les résistants connaissaient bien le danger de laisser des traces écrites de leurs activités (et pourtant il est arrivé bien des fois que

les Allemands ou la police de Vichy se saisissent sur la personne de résistants arrêtés de carnets ou de lettres comportant des noms, des adresses, et s'en servent pour de nouvelles arrestations, le cas personnel de Robert Bailly en fournit d'ailleurs, on l'a vu précédemment, un excellent exemple !). Mais Robert Bailly ignore, ou fait semblant d'ignorer, que les archives publiques, émanant d'administrations, des services de la préfecture, de la police, de la gendarmerie, etc., sont elles très abondantes et permettent d'éclairer certains faits de façon déterminante (ce qui a été écrit plus haut sur les arrestations liées à l'affaire Ringenbach en est la démonstration). Il écrit²⁸ : « *Cette période de l'occupation (...) est extrêmement riche en événements de toutes sortes, en réactions humaines, en sentiments bons et mauvais, en hérosismes et en lâchetés, en cheminements psychologiques individuels et collectifs (E) Que resterait-il de toute cette richesse sans l'action déterminée de nos associations d'anciens résistants et déportés ? Quelques documents d'archives, quelques articles de journaux entachés d'erreurs, le manque d'information ouvrant la porte aux affabulations et aux falsifications les plus grossières* ». En évoquant ces « *quelques documents d'archives* », il ne pense semble-t-il qu'aux archives fabriquées par les résistants eux-mêmes, qui sont les seules à ses yeux qui méritent confiance. Car il est évident qu'il considère (comme beaucoup de résistants d'ailleurs...) les archives publiques avec la plus grande méfiance. Lors d'un colloque tenu par l'ARORY à la fin des années 80, à une question posée par un membre de l'équipe de recherche de l'ARORY sur l'intérêt des rapports de police et de gendarmerie, Robert Bailly avait répondu que ceux-ci étaient forcément peu fiables car dictés par les intérêts de l'administration vichyssoise, qu'il fallait donc s'en méfier énormément et qu'ils ne pouvaient à son avis constituer une base du travail de recherche historique sur cette période.

Pourtant, si Robert Bailly avait pris la peine de les consulter, cela lui aurait permis de corriger certaines erreurs, omissions et fausses interprétations qui se trouvent dans ses ouvrages. Car ces rapports sont remplis de renseignements précis sur les horaires, les lieux, le déroulement matériel des faits, etc. qui permettent souvent

de confirmer les dires des témoins, mais aussi parfois mettent à mal certains témoignages. Certes, sur les opérations menées par les Allemands (attaques de maquis, arrestations de résistants), les rapports de gendarmerie ou de police sont généralement muets car les Allemands n'auraient pas accepté que la police française enquête sur leurs actions ; là bien entendu, le témoignage des résistants concernés constitue la seule source d'information (en attendant le dépouillement d'éventuelles archives allemandes qui pourraient avoir été préservées). Mais sur bien d'autres faits, les rapports des services français sont tout à fait fiables et intéressants, à condition bien sûr de pouvoir les confronter eux-mêmes avec d'autres sources et de garder en mémoire les raisons qui pouvaient venir biaiser ces rapports (soumission aux ordres reçus, souci d'éviter des ennuis de la part de la hiérarchie, etc.), qui ne semblent pas d'ailleurs avoir influé de façon si importante que cela. Robert Bailly avait cependant conscience des inconvénients que pouvait comporter son choix de ne baser son travail que sur les témoignages des personnes ayant vécu cette période, résistants ou non. Il insiste même à plusieurs reprises sur les dangers que présente le recours à des témoignages : « *(...) déformation des faits par l'imagination, insuffisance des témoignages toujours partiels, souvent involontairement erronés car après 35 années la mémoire peut trahir le témoin le plus honnête*²⁹ ». Et pour prévenir les critiques à ce sujet, il ajoute : « *Nous avons tenté de parer à ces écueils par des vérifications sur documents, par des recoupements de témoignages et des liaisons logiques entre les faits évoqués* ». Mais les « *documents* » dont il parle dans cette phrase ne sont pas tirés des archives publiques. Le seul document d'archives qu'il semble avoir consulté, c'est le journal de l'époque, *Le Bourguignon*, dont il cite des extraits à plusieurs reprises dans ses ouvrages. Qu'il ait opéré des recoupements entre les différents témoignages qu'il avait lus ou recueillis lui-même, c'est bien certain ; mais nulle part dans son œuvre on ne trouve trace de recoupements avec des documents d'un autre type. Parmi les autres dangers que peuvent présenter les témoignages, outre les « *défaillances de la mémoire* », involontaires, il pointe du doigt « *les excès de l'imagina-*



Couvertures des deux derniers ouvrages de Robert Bailly, édités par l'ANACR-Yonne.

tion »³⁰ de certains témoins qui ont tendance à exagérer leur propre rôle (et ce d'autant plus que, le temps passant, les gens ayant vécu cette période devenant de moins en moins nombreux, il devenait plus facile à certains résistants peu scrupuleux de se parer de mérites qu'ils n'avaient pas eu, certains de ne plus pouvoir être contredits) ou celui de leur groupe ou organisation. Dans son dernier ouvrage, il met en particulier « en garde les chercheurs d'aujourd'hui et les historiens de demain contre la tendance de certains responsables à gonfler les bilans », « notamment concernant les pertes ennemies, toujours difficiles à dénombrer »³¹. Et lui-même reconnaît honnêtement qu'il n'a pas toujours su se méfier suffisamment de ce genre de travers et qu'on lui en a fait le reproche.

Une œuvre pionnière et indispensable

Au bout de cette analyse des méthodes de travail de Robert Bailly, quel jugement porter actuellement sur son œuvre ? Il faut reconnaître, et c'est lui-même qui le dit à plusieurs reprises, qu'il n'a jamais prétendu faire œuvre d'historien, laissant explicitement cette tâche à d'autres après lui. S'il cite parfois ses sources, surtout dans La Croix de Saint André, il le fait beaucoup moins fréquemment ensuite et pour la plupart des événements qu'il raconte, on ne

sait pas de qui il tient ses renseignements et en quoi ils consistent exactement et on ne peut donc vérifier la rigueur de son récit. Or, quand c'est possible, quand on peut disposer d'une autre source, un rapport de gendarmerie par exemple ou un témoignage nouveau, on s'aperçoit bien souvent que le récit fait par Robert Bailly est incomplet, qu'il tronque la réalité et écarte des faits qui ne concordent pas avec la version épu-

LA COLLECTE DE TÉMOIGNAGES, ÉCRITS ET ORAUX ET LA SYNTHÈSE QU'IL A FOURNIE À PARTIR DE CES MATÉRIEAUX REPRÉSENTENT UNE SOMME DE TRAVAIL ÉNORME.

rée, simplifiée et édifiante que Robert Bailly veut donner de cet événement. On peut constater aussi que dans certains cas il choisit entre plusieurs témoignages celui qui lui convient le mieux et laisse le lecteur dans l'ignorance des autres versions, qui posent des difficultés ou qui contredisent ce que Bailly veut montrer.

Par ailleurs, il faut le dire, la collecte de témoignages, écrits et oraux et la synthèse qu'il a fournie à partir de ces matériaux représentent une somme de travail énorme. Rien, ou presque, à part quelques mémoires de résistants, n'avait été publié dans

l'Yonne avant ses travaux³². Pendant des années, Robert Bailly a réuni à peu près tous les mémoires, publiés ou le plus souvent restés à l'état de manuscrits, qui avaient été écrits par des résistants et il a sillonné le département pour recueillir une grande quantité de témoignages oraux. Il en a tiré une œuvre considérable et irremplaçable. Sans ce travail, quantité de faits, d'actions, de groupes, de personnages seraient restés à tout jamais ignorés du public et auraient disparu définitivement de la mémoire avec la disparition progressive des témoins.

Nous n'avons jamais caché à quel point les publications de Robert Bailly nous ont été utiles pour notre propre travail de recherche : où trouver rapidement des renseignements sur un groupe ayant laissé peu de traces dans la mémoire, ou le récit de tel combat, de tel sabotage, sinon dans un de ses livres ? Aussi avons-nous eu largement recours à ses ouvrages lorsque nous avons commencé à travailler à la réalisation du cédérom *La Résistance dans l'Yonne*, à partir de 1999. Cela nous a d'ailleurs été reproché et plus encore de trop lui faire confiance, de ne pas manifester suffisamment d'esprit critique envers ses écrits. Effectivement, lorsque nous avons commencé à approfondir notre recherche, à partir de témoignages oraux que nous avons récoltés nous-mêmes et surtout à partir des documents consultés aux Archives départementales de l'Yonne, de la Côte d'Or, aux Archives nationales, etc., nous avons constaté puis fait état dans nos publications de désaccords avec ce qu'avait écrit Robert Bailly concernant certains faits et surtout avec l'interprétation qu'il en faisait.

Une histoire communiste de la Résistance

Car il est bien évident que l'œuvre de Robert Bailly n'est pas du tout neutre politiquement. Robert Bailly n'a jamais caché ses opinions politiques de toujours. Il avait été lui-même un militant, puis un résistant communiste pendant la période 1939-début 1942 : il connaissait donc bien, de l'intérieur, le parcours pour le moins complexe du PCF et de ses militants dans cette période, dont l'évocation occupe la totalité de son premier ouvrage. Pour la suite, qu'il n'a plus vécue réellement comme acteur, à partir du printemps 1942, s'il consacre dans ses livres suivants de nombreux développements aux organisations de Résistance non communistes, la

[LE DOSSIER]

Résistance communiste occupe cependant une place prépondérante dans son récit. Dans la mesure où il fut le premier à proposer une histoire de la résistance icaunaise et où son œuvre fut largement diffusée, elle a contribué à donner une importance fondamentale à certains événements (la réunion du 1^{er} septembre 1940) et à certaines organisations (OS, Front national, FTP). Considérée même parfois comme « ayant valeur de source », elle a fait du parti communiste le pionnier et l'acteur essentiel de la Résistance dans l'Yonne. Il arrive même que Robert Bailly identifie la « Résistance » avec le militantisme et la résistance communiste. Comment aurait-il pu en être autrement ? Il a indiqué lui-même, nous l'avons vu, que sa base de travail essentielle était les *Mémoires manuscrits* de Robert Loffroy, un des principaux responsables de la résistance communiste icaunaise. Or la lecture de ces Mémoires (qui sont par ailleurs d'un immense intérêt) prouve de façon évidente

... BIENTÔT LES OUVRAGES DE ROBERT BAILLY ONT CONSTITUÉ LA RÉFÉRENCE DANS LE DÉPARTEMENT EN CE QUI CONCERNE L'HISTOIRE DE CETTE PÉRIODE.

que si Robert Loffroy connaissait parfaitement, de l'intérieur, la Résistance communiste icaunaise, son organisation, ses problèmes, ses actions, il méconnaissait profondément tout le reste, c'est-à-dire les très nombreux groupes, mouvements, réseaux qui s'étaient constitués dans l'Yonne et qui n'étaient pas communistes, et il avait donc tendance à minimiser (ou même à mettre en doute) leur rôle et à surestimer celui de la Résistance communiste.

De plus, au cours de sa recherche de témoignages, Robert Bailly, pour des raisons évidentes de proximité idéologique et parce qu'il lui était plus facile de rentrer en contact avec eux, trouvait plus facilement comme témoins des résistants communistes que d'autres. Connaissant mieux l'histoire de la Résistance communiste, il en parle d'autant plus longuement et se montre évidemment plus bref et évasif sur les autres organisations qu'il connaît peu ou mal. S'agit-il du choix délibéré, politique, d'un militant qui voulait s'efforcer de démontrer (ce dont il

était bien évidemment persuadé) que les communistes avaient été non seulement les premiers mais aussi les principaux résistants de l'Yonne et que les autres organisations n'avaient tenu qu'une place secondaire dans la Résistance icaunaise ? A-t-il eu conscience des conséquences de son engagement politique sur son travail de recherche, alors qu'il prétendait, comme il le rappelle à plusieurs reprises, faire œuvre objective ? Nous laissons à nos lecteurs le soin d'en décider...

Une œuvre largement diffusée et créatrice de mémoire

Ce qui est sûr, c'est que les ouvrages de Robert Bailly, premières études sérieusement documentées et globales parues dans l'Yonne sur la période de l'occupation, ont connu un succès incontestable (inégal cependant selon les titres), car ils répondaient à une véritable attente de la part non seulement des résistants et de leurs familles ou descendants, mais aussi d'un large public, à partir du début des années 80. N'ayant pas d'autre source d'information, beaucoup de lecteurs n'ont sans doute pas pris clairement conscience du parti pris politique de l'auteur et bientôt les ouvrages de Robert Bailly ont constitué la référence dans le département en ce qui concerne l'histoire de cette période. On peut même dire, bien que l'ARORY ait depuis publié le cédérom *La Résistance dans l'Yonne*, en 2004, et un gros livre de synthèse, *Un département dans la guerre*, en 2007, qui ont tous deux reçu un bon accueil auprès du public et qui présentent sur de nombreux points la Résistance de l'Yonne sous un jour nouveau et très différent par rapport aux ouvrages de Robert Bailly, qu'ils le restent à ce jour pour beaucoup.

Le succès des livres de Robert Bailly a tenu aussi à son incontestable talent de conteur (même si un lecteur peu averti pouvait souvent se trouver un peu perdu, noyé, dans la multiplicité des événements racontés et des personnages évoqués). Le titre de son dernier ouvrage, *Si la Résistance m'était contée...*, est à cet égard très symbolique : il ne s'agit pas de faire un travail d'historien, fait de confrontation des sources et d'analyse rigoureuse et dépassionnée, mais de raconter, de « conter » des événements et d'évoquer des personnes, sans reculer devant l'anecdote et le détail, de « faire revivre

une époque exaltante »³³. Il exprime ainsi son souci de faire partager au lecteur son empathie pour la Résistance, ses acteurs et ses actions, et son engagement pour la défense de la mémoire résistante et des valeurs de la Résistance.

Mais ce souci, tout à fait respectable, l'amène souvent (bien qu'il ait prétendu faire une « histoire sans complaisance de cette période où l'on cherche à cerner la vérité de près, même si parfois elle est dure et ne fait pas plaisir »³⁴ à passer pudiquement sous silence ou à minimiser certains aspects de cette histoire : ainsi en ce qui concerne l'épuration « sauvage », domaine où il se montre beaucoup plus discret et évasif que Robert Loffroy, ou l'évocation des erreurs commises par certaines organisations ou certains résistants, ou celle des rivalités entre organisations résistantes. Cela l'amène aussi à faire un portrait frisant l'hagiographie de certaines personnalités marquantes, des communistes surtout bien sûr (René Roulot, Maurice Sellier par exemple, mais surtout Louis Riglet). Cette volonté de magnifier, d'idéaliser même la Résistance correspondait d'ailleurs sans doute à ce qu'attendait une partie importante du public, et pas seulement celui déjà acquis aux idées communistes. C'est ainsi que les ouvrages de Robert Bailly ont propagé et imposé dans le public une image de la Résistance icaunaise, séduisante et apparemment incontestable, qui correspond à celle que le PCF a cherché à imposer au plan national. Aucune autre organisation résistante icaunaise, à part peut-être le groupe jovinien Bayard, n'était en mesure et n'a tenté d'opposer une vision différente ou d'en contester, au moins partiellement, l'autorité³⁵.

Chronique passionnée et, disons-le, souvent passionnante, très riche en renseignements, en récits détaillés de la période de l'occupation et de la Résistance, l'œuvre de Robert Bailly n'est pas - et ne se voulait pas - œuvre d'historien au sens strict du terme. Le problème, c'est qu'elle a été reconnue ainsi par la plupart des lecteurs, que très rapidement Robert Bailly a été considéré comme l'« historien » de la Résistance icaunaise et qu'il s'est aussi, il faut bien le dire, malgré tout ce qu'il avait lui-même écrit à ce sujet, présenté parfois ainsi.

Un dernier mot concernant les relations que le groupe de recherche de l'ARORY a

entretenu avec Robert Bailly. Dans un premier temps, celui-ci, qui faisait partie des fondateurs de l'ARORY, n'a pas manifesté de réticences particulières envers notre activité de recherche et n'a pas cherché ni à l'orienter ni à l'entraver ; il avait, bien avant même la création de l'ARORY en 1988, fourni de nombreux renseignements et dialogué de façon tout à fait constructive avec Joël Drogland qui avait commencé à travailler depuis longtemps sur l'histoire de cette période. Mais à mesure que nos recherches progressaient et que nos réticences à accepter telle quelle l'image que Robert Bailly avait donnée de l'histoire de cette période devenaient plus évidentes, nos relations se sont un peu tendues, sans qu'elles cessent d'ailleurs de rester courtoises. En décembre 2000, après une présentation du cédérom *La Résistance dans l'Yonne* encore dans une forme incomplète, en sa présence dans les locaux de l'ARORY, impressionné par les possibilités qu'offrait cet outil et par la richesse de son contenu, Robert Bailly nous avait proposé de nous ouvrir tous ses dossiers et de nous faire profiter des ressources de sa documentation personnelle. Hélas, quelques jours plus tard, comme nous lui rappelions sa proposition, il avait changé d'avis et il n'en fut plus jamais question.

Quant à nous, nous prétendons nous situer délibérément dans la « 4^e catégorie » qu'il avait lui-même définie et dont il s'était lui-même volontairement exclu, celle de l'historien. Il faut reconnaître qu'il nous a, peut-on dire, largement déblayé le terrain et que son énorme travail nous a incontestablement beaucoup aidé : c'est une des raisons qui expliquent que nous ayons pu achever si rapidement la réalisation du cédérom, par rapport à d'autres départements où les équipes ne disposaient pas, comme dans l'Yonne, d'un outil aussi commode. Mais si nous ne sommes nullement indifférents à la mémoire et aux « valeurs de la Résistance », nous revendiquons la liberté totale d'examiner les faits et les actes sans œillères, politiques, idéologiques ou autres, et nous nous efforçons de respecter les règles strictes qui régissent le travail de l'historien. ■■■

Notes

[1]. Les citations de Robert Bailly dans cet article ont pour origine : des entretiens de Joël Drogland avec Robert Bailly à Lindry en juillet 1981 ; des lettres de Robert Bailly à Joël Drogland, en particulier celles du 14 mai 1982, 14 juin 1982 et 9 novembre 1982 ; un entretien de Jean Rolley avec Robert Bailly en décembre 1994, une correspondance entre Robert Bailly et Claude Delasselle, en particulier la lettre du 9 juillet 2001. Nos échanges avec Robert Bailly ont été fréquents et approfondis ; parfois en désaccord avec les résultats de nos travaux, il les a toujours estimés et respectés ; ses observations sont toujours restées sur le plan de l'argumentation historique. Nous avons aussi utilisé les premières pages de deux des ouvrages de Robert Bailly dans lesquels il aborde son action personnelle : *Les feuilles tombèrent en avril*, éditions Sociales, 1977, réédité en 1985 et *Occupation hitlérienne et Résistance dans l'Yonne (et zones limitrophes)*, éditions ANACR-Yonne, 1984.

[2]. Il s'agit du chiffre donné par les services des renseignements généraux qui exercent une surveillance régulière sur le parti communiste, arch. dép. Yonne 3 M1354, surveillance de la presse et 3 M1356, surveillance du parti communiste français. Ils ne seraient plus que 615 au début de 1939 ; le rapport fait à cette date signale sept « membres influents », Robert Bailly ne figure pas parmi eux.

[3]. En 1982, à l'occasion de la préparation du colloque *Les communistes français de Munich à Chateaubriant (1938-1941)*.

[4]. Robert Bailly n'est pourtant pas le responsable départemental du parti. Le premier secrétaire de la « Région » de l'Yonne est alors René Roulot, qui est un ami de Robert Bailly. Considéré comme le « théoricien » du parti, il dirige le secrétariat (installé 1, rue Joubert à Auxerre). René Froissart fait partie du bureau comme délégué à la propagande paysanne ainsi que Georges Varenne et Pierre Sansoy.

[5]. Ainsi que Maurice Carroué car ils étaient les deux seuls acteurs vivants de cette période, tous deux restés des militants du parti communiste.

[6]. Robert Bailly a été d'un précieux secours pour la préparation du colloque de 1983. Le texte qui fut proposé au colloque par Joël Drogland et Claude Roche faisait une large part aux informations fournies par Robert Bailly qui en approuvée le contenu ! Plus tard nous avons entrepris une étude bien plus complète des archives et notre analyse est devenue bien plus critique des présentations de Robert Bailly.

[7]. Julian Jackson, *La France sous l'Occupation (1940-1944)*, Flammarion, 2004, p. 499.

[8]. Nous ne disposons d'aucune autre source qui permette de confirmer cette interprétation. Dans le dossier Ringenbach, un document de la Gestapo évoque la révocation de Bailly pour ses « opinions politiques. Militant communiste très ardent. Secrétaire des Amis de l'URSS »

[9]. Dans la fiche biographique du cédérom le concernant, nous avons écrit qu'il avait « accepté » un emploi au Soldatenheim. Robert Bailly nous a dressé un courrier dans lequel il souhaitait qu'une autre formulation soit faite dans

le cadre d'une éventuelle réédition de cette fiche en mentionnant qu'il avait été « réquisitionné ».

[10]. Il est possible que la présence de Jules Brugot, ancien capitaine des Brigades internationales ait incité le parti communiste à créer dans le département de l'Yonne un groupe d'action qui aurait été l'un de ses rares groupes existant en province. Néanmoins l'action de Jules Brugot et de ses camarades auxerrois et sénonais est demeurée, jusqu'à leur arrestation en août 1941, une action de propagande. Peu de temps avant son arrestation à Auxerre, il aurait été chargé de constituer un corps franc. Dans son attestation du 3 février 1953, Robert Bailly ne mentionne pas l'OS à cette époque mais déclare avoir fait partie d'une OS organisée autour de Jules Brugot durant l'été 1941, cette fois en tant que groupe armé : « *Je participe à la formation du premier groupe de l'organisation spéciale (premier francs-tireurs) dont Jules Brugot est le chef [juillet-août 1941].* » Il y a ici une nette contradiction avec les témoignages et les écrits ultérieurs.

[11]. Cette présentation des faits par Robert Bailly s'apparente à une reconstruction historique permettant d'établir une continuité dans la politique du parti communiste de 1939 à 1941 : l'OS devient le maillon manquant entre le parti communiste et sa stratégie en 1939-1940 d'une part, le Front national d'autre part. Le parti communiste peut alors être présenté comme l'animateur et l'organisateur de la Résistance populaire. Nous reviendrons sur cet aspect dans la dernière partie de cet article.

[12]. Né à Toucy en 1900, André Cornillon est atteint très tôt d'une maladie des articulations qui le handicape physiquement. Adhérent de la SFIO, il devient secrétaire de la section socialiste d'Auxerre. Il critique la motion de la majorité et défend les thèses de la Gauche révolutionnaire. Quand le PSOP (Parti socialiste ouvrier prolétarien) se constitue dans l'Yonne en 1938, il y adhère. Arrêté à titre préventif en janvier 1941, il est interné une quinzaine de jours au centre de détention de Vaudeurs et libéré pour raison de santé. Il adhère au parti communiste en mars 1942, selon ses propres déclarations, alors que Robert Bailly témoigne d'une adhésion un an plus tôt.

[13]. « *À bas le fascisme, À bas Hitler, Vive l'Union soviétique* », le texte en est reproduit à la page 72 du livre de Robert Bailly, *Les feuilles tombèrent en avril...*, op. cit.

[14]. Dans le résumé de ses « états de service dans la Résistance » (écrit de sa main dans sa demande de carte CVR), Robert Bailly précise qu'il a hébergé en décembre 1940, à Auxerre, 32 rue Michelet, l'adjudant Leroy, PG évadé, et sa femme ainsi que Le Baillif, PG évadé, secrétaire de mairie à Dieppe. En février 1941, il héberge Lucienne Roland et son jeune compagnon dont il ignore l'identité. En avril et mai 1941, il héberge deux militants qui seront arrêtés et fusillés par la suite : Jean Creux (« Gabriel ») et Charles Masson.

[15]. Les exemplaires trouvés par la Gestapo lors de l'arrestation de « Gaston » montrent que le n° 2 a été publié en décembre 1941 et le n° 3 en janvier 1942.

[LE DOSSIER]

[16]. Cette citation est extraite de la page 122 de l'ouvrage de Robert Bailly, *Occupation hitlérienne et Résistance dans l'Yonne*, op. cit.

[17]. Le dossier d'instruction des procès de Jean-Pierre Ringenbach en 1945 et 1948 devant la cour de justice de la Seine est très complet (AN. Z6 NL/19510). On y trouve les comptes-rendus des interrogatoires allemands de 1942. Nos remerciements vont à Roger Pruneau qui nous a appris l'existence de ce dossier et qui a beaucoup contribué à faire le point sur la répression anticommuniste du printemps 1942 par sa publication, *Contribution à l'Histoire de département et de la Résistance dans l'Yonne pendant la guerre 1939-1945*, 2002. Appuyée sur la consultation et la publication de dossiers d'archives, cette étude remet totalement en cause la présentation que fait Robert Bailly de ces événements dans ses ouvrages successifs.

[18]. L'arrestation de René Roulot à Dijon le 1^{er} mars 1942, est sans relation avec l'arrestation de Ringenbach. C'est le 5 mars qu'a lieu la plus grosse vague d'arrestations. Elles sont opérées par la Gestapo et les services du commissaire spécial Grégoire qui ont été requis pour l'occasion : à Migennes, Emile Tabarant et Pierre Picard, à Cheny : Albert Pillu, à Augy : Henri Nutchey (c'est une erreur, « Gaston » a dénoncé le mari d'une institutrice, et les Allemands se sont trompés d'institutrice, il s'agissait de Mme Ferry), à Tonnerre : Abel Minard et Claude Aillot, à Sens : Edouard Boige grain et René Louis. Le 30 mars Marcel Ferry est arrêté à son tour et Nutchey est relâché. Le même jour, Louis François, militant communiste, est arrêté à Sens. « Gaston » est également responsable des arrestations de Roland Bouhélier, le 8 avril et d'Armande Gandon, le 5 mars. Ce sont plus de cinquante militants qui furent identifiés et « il a été possible de supprimer environ quarante membres influent du parti communiste des deux départements » écrit la Gestapo. Les militants communistes arrêtés sont fusillés en application de la politique des otages. Le 18 avril 1942, Emilien Jacquin, Jean Creux, Charles Masson et René Roulot sont fusillés à Troyes en représailles d'un attentat commis au Havre le 2 avril. Le 25 avril 1942 ce sont Abel Minard et Pierre Picard qui sont fusillés à Auxerre, en représailles d'un attentat commis à Paris le 2 avril 1942. Le 30 avril 1942, Emile Tabarant et René Louis sont fusillés à leur tour, en représailles d'un attentat commis à Moulins-Argences le 16 avril 1942. Claude Aillot, Edouard Boige grain et Marcel Ferry sont fusillés le même jour. Louis François est condamné le 25 juin 1942 par le Tribunal militaire allemand de Troyes. Il est déporté en Allemagne et interné en forteresse.

[19]. *Occupation hitlérienne et Résistance dans l'Yonne...*, p. 123 à 125

[20]. Bailly se trompe, l'autre détenu ne pouvait être Charles Masson car un rapport de la police allemande indique que celui-ci n'a été arrêté par la police française que le 5 février. Masson sera d'abord interrogé par la police française à Auxerre, où il est détenu en compagnie de Roger Chollet, puis transféré à Troyes pour y être interrogé par les Allemands. On ignore qui était ce détenu qui aurait, en faisant du tapage au fond du commissariat, favorisé la fuite de Robert Bailly... en supposant que la version donnée par Bailly soit exacte, car la déposition faite sous serment le 9/12/1944 par l'agent Villerey ne concorde pas avec cette version. Villerey dit : « Profitant d'un instant où j'allais me laver les mains, Bailly a pris la fuite. »

[21]. Villerey affirme dans sa déposition que, lors de la reconstitution de cette évasion, le commissaire Grégoire lui avait vivement reproché de ne pas avoir fait usage de son arme contre le fuyard. Il indique avoir été licencié immédiatement sur ordre du préfet ; il ne sera réintégré dans la police qu'en septembre 1944 [dossier Grégoire, arch. dép. Yonne 6 W 25470].

[22]. Robert Bailly affirme dans ses ouvrages que le commissaire Grégoire était au centre de l'enquête en février-mars 1942. Or les archives analysées par Roger Pruneau montrent au contraire que Grégoire a été laissé longtemps dans l'ignorance des arrestations et des interrogatoires qui étaient conduits dans l'Aube par les polices allemande et française et qu'il s'en est d'ailleurs plaint. Il ne semble pas non plus, contrairement à ce que Robert Bailly a affirmé, que la police allemande ait procédé à des recherches particulières pour le retrouver, ce qui un peu surprenant dans la mesure où il apparaît dans les enquêtes allemandes comme un responsable relativement important [Roger Pruneau, *Contribution...*, p. 109 à 124].

[23]. *Les feuilles tombèrent en avril*, p. 98.

[24]. La notice du *Maitron* (Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier) qui lui est consacrée révèle que dans la période où il vivait caché chez son père, il avait rédigé un essai de philosophie intitulé *Métaphysique de la Nature*, dont il fit parvenir un exemplaire à un dirigeant du PCF réfugié dans

l'Yonne ; l'avis de ce dirigeant, transmis en mars 1944, fut extrêmement sévère et l'ouvrage ne fut jamais publié. À la fin de sa vie cependant Robert Bailly publia deux petits essais philosophiques qui prouvaient qu'il n'avait pas renoncé à ce projet ; leur diffusion fut très réduite.

[25]. Remarquons qu'il l'orthographe Richenbach dans sa déposition du 20/2/1945, puis Rigenbach dans *Occupation hitlérienne...*, et n'écrit correctement son nom que dans son dernier ouvrage, *Si la Résistance...*, paru en 1990.

[26]. Bailly parle constamment de « trahison », du « traître » Ringenbach, d'un être veule et sans honneur ; certes ses aveux sont bien responsables de l'arrestation, puis de l'exécution (comme otages) d'une dizaine de résistants, mais Ringenbach avait quand même résisté à trois semaines de terribles tortures avant de craquer. Bailly affirme aussi que Masson n'avait, lui, jamais parlé alors que les documents d'archives prouvent le contraire. On sait par ailleurs (voir F. Liaigre et J.M. Berlière, *Liquider les traîtres, La face cachée du PCF 1940-1943*, R. Laffont, 2007) que la plupart des résistants, communistes ou non, qui ont été torturés ont fini tôt ou tard par parler, ou dire au moins une partie de ce qu'ils savaient. Robert Bailly écrit d'ailleurs à ce sujet dans son livre *Occupation hitlérienne...*, p. 16 : « Ainsi, plutôt que de condamner sévèrement celui qui a flanché devant la mort, ne doit-il pas plutôt se poser avec angoisse la question : Et moi, qu'aurais-je fait en de telles circonstances ? ».

[27]. *Si la Résistance m'était contée*, Avertissement au lecteur, p.15.

[28]. *Occupation hitlérienne...*, p. 13.

[29]. *La Croix de Saint André*, p. 14

[30]. *Occupation hitlérienne...*, p. 15

[31]. *Si la Résistance m'était contée...*, p. 16. La plupart des comptes-rendus d'activités établis par les chefs de groupes après la guerre fourmillent d'exagérations, parfois risibles, de ce genre ; quand ils n'attribuent pas à leur groupe, sans aucune honte, des actions auxquelles celui-ci n'a jamais participé...

[32]. Ce n'est qu'en 1987 que paraît la synthèse intéressante mais rapide de Pierre Rigoulot, *L'Yonne dans la guerre 1939-1945*, éditions Horvath, 150 pages, qui s'appuie d'ailleurs assez largement sur les documents publiés dans un dossier du Service Educatif des Archives départementales de l'Yonne, *De l'invasion à la Libération : l'Yonne de 1940 à 1945*, paru en 1983.

[33]. *La Croix de Saint André*, p. 15.

[34]. *Occupation hitlérienne...*, p. 14

[35]. Le premier à l'avoir fait est Roger Pruneau, au terme de plusieurs années de recherches dans les archives, dans sa *Contribution à la connaissance...*, déjà citée, achevée en 2002, mais qui est restée ignorée du grand public.

ROBERT BAILLY, UN DES PRINCIPAUX ARTISANS DU MÉMORIAL DU CIMETIÈRE DES CONCHES



par Frédéric Gand

Après la Libération, le Parti communiste icaunais vit un véritable âge d'or. Dans l'Yonne, il est en position de force dans les institutions provisoires du GPRF (CDL, CLLÉ), contrôle les Milices patriotiques (futurs Gardes civiques) et bénéficie dans la population d'un profond capital de sympathie qu'il entretient au prix d'une intense propagande, menée grâce à ses organes de presse et au dévouement de ses militants¹. Auréolé par son

engagement dans les maquis, il prétend incarner presque à lui seul la Résistance locale. La Fédération icaunaise s'enorgueillit également de ses premiers élus² dans le département. Mais au début de l'année 1947, avec le début de la guerre froide, le Parti communiste reprend les positions internationalistes qu'il avait prises avant le conflit. Il se met ainsi hors du jeu politique traditionnel et perd de sa popularité.

Résistance et Résistantialisme

Ces hautes eaux de l'après guerre ont vu naître un discours inédit, appelé plus tard « résistantialisme », qui glorifie le rôle de la Résistance dans la libération du territoire tout en occultant les responsabilités de l'État français sous l'Occupation. Ce discours résistantialiste aura deux versants, l'un gaulliste, l'autre communiste. Tous deux sont à l'origine d'une mémoire résistante

[LE DOSSIER]



Le projet reste lettre morte jusqu'à la fin des années cinquante. La municipalité conservatrice d'Auxerre n'entend pas faire l'apologie du Parti communiste⁶. Les positions prosoviétiques du Parti communiste français sont d'ailleurs souvent incompatibles avec une célébration de la Résistance à caractère national. Ainsi en mars 1957, la Fédération de l'Yonne organise dans plusieurs communes (Aillant, Sens, Migennes, etc.) un mouvement de protestation contre la nomination au commandement en chef de l'OTAN du général allemand Hans Speidel, suspecté d'être un nazi malgré sa participation à l'attentat contre Hitler le 20 juillet 1944. Toutefois, durant cette période, la journée du Souvenir rassemble chaque année au cimetière auxerrois les édiles et le monde résistant en l'honneur des fusillés.

spécifique. Robert Bailly est un des principaux artisans de la mémoire communiste telle qu'elle s'est tissée dans l'Yonne. Son rôle est perceptible à travers ses ouvrages (voir article) mais également à travers le principal lieu de mémoire qu'il a contribué à faire ériger : le monument auxerrois du cimetière des Conches. Mais quel était le projet initial des communistes en 1945 et qu'en est-il resté en 1969 ?

Hommage au parti des fusillés

En 1945, les communistes icaunais ont constitué une Fédération modèle. Ils sont d'ardents animateurs de la propagande officielle du Parti et en reprennent à loisir les thématiques, comme celle du « parti des fusillés »¹ et celle des martyrs de la Résistance. Le père de Guy Môquet ne se présente-t-il pas aux élections dans l'Yonne ? Bientôt l'idée s'impose de rendre hommage aux fusillés en les inhumant dans un « Carré des fusillés » surmonté d'un monument mémorial. Dans un courrier du 3 août 1945, Roland Souday, rédacteur du Travailleur de l'Yonne, rappelle au maire Jean Moreau² : « suite à notre conversation relative à l'emplacement réservé aux Fusillés dans le cimetière des Conches, vous trouverez-ci joint un schéma représentant approximativement ce que nous voulons³... » Roland Souday propose déjà un monument des fusillés à construire sur l'emplacement du carré et sur lequel seront gravés les noms de 13 martyrs. Or la plupart d'entre eux sont communistes ou ont appartenu à une organisation communiste⁴. Et cinq d'entre eux sont sur le point d'être honorés⁵ au cimetière des Conches, le 9 septembre 1945. Ce jour est un triomphe pour le Parti communiste qui honore cinq de ses héros au cours d'une cérémonie prestigieuse, en présence de son secrétaire général Maurice Thorez. La mémoire communiste de la Résistance connaît là son premier grand acte fondateur. Il est évident que le maire, représenté par son premier adjoint Jules Cuillier, a peu goûté la manifestation.

Le mur des fusillés

En 1959, Robert Bailly, secrétaire de l'ANACR, et son président René Millereau reprennent contact avec la mairie et relancent le projet sous la forme d'un « mur des fusillés » auquel ils souhaitent donner une toute autre envergure. Il est vrai que le carré, dans lequel 13 corps avaient été inhumés à l'origine, n'en comprend plus qu'une dizaine⁷ et qu'il n'est plus désigné par aucun plan détaillé. Il s'agit d'ériger un monument départemental en l'honneur de tous les fusillés, les torturés et les massacrés de l'Yonne. Une reconnaissance du lieu d'érection a lieu au cimetière en présence de la mairie qui donne son accord. Après la mort de René Millereau en décembre 1959, Robert Bailly poursuit seul les opérations qui semblent avancer rapidement. À la fin de l'année 1960, le sculpteur nivernais Georges Sirdey a envoyé ses plans au marbrier auxerrois Prin tandis que Jean Moreau a informé le préfet du déroulement de l'entreprise. Mais le financement⁸ n'est pas facile à trouver malgré plusieurs demandes de subvention soumises au Conseil général et à la municipalité d'Auxerre. Il faut aussi obtenir le soutien des autorités et des élus pour donner toute la pompe nécessaire à l'inauguration du mémorial. Robert Bailly met donc sur pied un comité de parrainage réunissant une trentaine d'anciens résistants et combattants sous la direction du président du Conseil général Paul Arrighi, secondé par le premier adjoint au maire, Jeanne Herold. Robert Bailly a besoin d'argent. Il a d'abord sollicité l'UFAC (Union française des Anciens combattants) puis les présidents d'associations : la diversité, y compris politique, du monde des Anciens combattants⁹ est respectée. Le 14 avril 1961, Robert Bailly lance une souscription au cours d'une soirée de gala organisée au cinéma Casino d'Auxerre où est projeté le film *Mein Kampf*. Les sommes récoltées permettent de faire réaliser la sculpture centrale du monument représentant deux fusillés. En juin 1961, les services municipaux prévoient déjà

les plantations du monument. À ce moment, Robert Bailly pense sincèrement faire inaugurer le monument en avril 1962, 20 ans après « les premières grandes fusillades d'Auxerre », comme il l'a proposé au maire d'Auxerre¹⁰. La Résistance communiste y sera honorée par ses héros, formant la moitié des noms gravés dans la pierre, et par la célébration de la date évoquant la répression anticomuniste, un hommage manifeste à la précocité de la Résistance communiste dans l'Yonne. À partir de l'été 1961, le comité, dont il est secrétaire, n'est pas unanime et les fonds manquent toujours. L'opération entre alors à nouveau en sommeil.

Un projet consensuel?

L'entreprise ne reprend qu'en 1967. Robert Bailly, devenu président de l'ANACR, convainc Jean Moreau d'accorder une subvention pour terminer les travaux : « la ville d'Auxerre devra faire un effort particulier en raison du lieu et du caractère sacré de l'œuvre » écrit-il au maire le 6 octobre 1967. Les autres collectivités sont également relancées. Mais l'esprit du projet a évolué : ce ne sont plus les fusillés seuls qu'il faut honorer mais tous les martyrs morts pour la France. Aux côtés des résistants, il est prévu de faire figurer également les soldats de l'Yonne morts sur d'autres fronts (Indochine, Sénégal...) et ceux qui, venant d'ailleurs, sont morts dans le département. La liste s'allonge beaucoup et passe d'une dizaine à une petite centaine de noms. Cette longue liste à graver, potentiellement polémique, est finalement abandonnée par le comité de parrainage. Son secrétaire Robert Bailly¹¹ le justifie au maire par le refus d'une large majorité des associations et par le désir général, partagé par le président Arrighi, de dédier le monument uniquement à la Résistance icaunaise et en premier lieu à ses martyrs. Le projet est devenu consensuel et transcende les clivages politiques. D'un côté de la sculpture figure l'inscription : « L'Yonne en hommage à la Résistance, à ses organisations », de l'autre : « À la mémoire des résistants de l'Yonne morts pour la France ». La Résistance communiste n'y est donc pas distinguée.

L'inauguration a finalement lieu le 1^{er} décembre 1969 sous la présidence du préfet Fresne, en présence de nombreux élus et de personnalités, et d'une « foule relativement considérable » écrit l'*Yonne républicaine*¹². Dans son discours, le président du comité d'entente René Aubin salue publiquement les 23 ans de patience de Robert Bailly, après lui avoir rendu hommage dans l'*Yonne républicaine* la veille. Mais sur cette même page du 30 novembre figure un mot de Robert Loffroy annonçant que le colonel Rol-Tanguy ne participera pas, comme cela était prévu, à la cérémonie du lendemain. Dans l'édition suivante du journal, la Fédération de l'Yonne explique que : « [...] à la suite d'une réunion convoquée à la préfecture, le colonel Rol-Tanguy s'est vu refuser la possibilité de prononcer l'allocution qu'il avait été prié de faire » [...] La Fédération [...] proteste contre l'immixtion du préfet [...], ces manœuvres inspirées par la volonté de mettre en cause [...] le Parti communiste français. »

Il serait d'injuste d'imputer aux communistes et à Robert Bailly la seule responsabilité de ces 25 ans d'attente mais il faut remarquer que dès 1949 était érigé, place Saint-Amâtre à Auxerre, le monument des déportés et fusillés de l'Yonne,

inauguré par le président de la République Vincent Auriol. Il honorait tous les fusillés connus alors et non un petit groupe. Il faut toutefois reconnaître que cette entreprise englobant les déportés était plus consensuelle tandis que le projet initial des Conches ne visait que les résistants fusillés. De plus la Résistance locale était naturellement divisée¹³. Il n'est pourtant pas douteux que Robert Bailly et sa Fédération ont fait une dernière tentative d'instrumentalisation politique en invitant Rol-Tanguy. Robert Bailly était-il amer d'avoir vu son projet initial transformé ou s'était-il rallié de bonne grâce à une forme qui, somme toute, honorait la Résistance ? Dans ses Mémoires encore inédits, Robert Loffroy, lui aussi militant communiste, semble penser à cette dernière possibilité et dit à son sujet : « On ne dira jamais assez que c'est grâce à ses initiatives, à son dévouement, à la foi qu'il y a mise, que la Résistance et ses martyrs ont eu, en son temps, leur monument au cimetière d'Auxerre, face au Carré des Fusillés. Sans Robert Bailly, qui en fut l'initiateur et pour une large part le réalisateur, jamais ce mémorial n'aurait vu le jour. » ■

Notes

- (1). Dont le nombre triple, passant de 1500 à 4500, et aussi grâce à ses organisations satellites et à la dévotion de l'union départementale tenue par la CGT.
- (2). Le conseiller de la République Paul Fourré, le député Prosper Môquet et les trois conseillers généraux Geneviève Bouchard, A. Durand et Lucien Prost.
- (3). 75 000 selon Maurice Thorez, alors qu'il y eut en fait moins de 5 000 fusillés pour toute la France.
- (4). Jean Moreau, chef incontesté du PRL-parti républicain de la liberté [Alliance démocratique] est l'homme fort du département et de la droite traditionnelle à laquelle l'Église réserve son soutien. En 1945, cet industriel auxerrois, héros de la Grande guerre, a su regagner la mairie d'Auxerre malgré son invalidation par un jury d'honneur présidé par René Cassin. Député et conseiller général, il reste maire jusqu'en 1971.
- (5). Les citations et la source principale de l'article sont tirées des Archives municipales d'Auxerre (boîte 650, inventaire provisoire). Ont également été consultées les fiches de Jean Rolley sur la Mémoire in cédrom *La Résistance dans l'Yonne*, 2004.
- (6). Julien Dion, René Froissart, Gabriel Gasset, Albert Meunier, Louis Riglet, René Roulot, Pierre Sansoy, Maurice Blin.
- (7). René Froissart, Albert Meunier, Louis Riglet, René Roulot, et Pierre Sansoy (qui n'est pas résistant car il est mort près d'Auxerre au cours des combats de juin 1940).
- (8). On pourrait d'ailleurs s'interroger sur la faible part accordée encore des années plus tard à la reconnaissance de la Résistance locale non communiste par la municipalité de l'époque. Aurait-elle été intoxiquée par la propagande communiste en assimilant Résistance et Parti communiste ?
- (9). Trois exhumations ont été faites à la demande des familles : deux corps sont transférés à la ferme de Suippes et un au cimetière Henri Dunant d'Auxerre.
- (10). Le devis est alors évalué à environ 20 000 nouveaux francs, soit 30 000 euros de maintenant. La somme finale fut très probablement supérieure d'autant que les travaux furent faits en 1969.
- (11). Anciens des deux guerres, de la Résistance et Internés et déportés. On trouve par exemple M. Poncet pour les amputés de guerre, J. Marot pour l'ADIF et le colonel Adam pour le réseau Jean-Marie. Les gaullistes comme P. Arrighi, J. Hérold, E. Herbin ou R. Aubin voisinent avec les communistes B. Cunin, R. Loffroy, E. Proudhon et les socialistes P. Vauthier et E. Fovet.
- (12). Courrier du 15 octobre 1960.
- (13). Courrier à Jean Moreau du 24 juillet 1969.
- (14). 1^{er} décembre 1969.
- (15). Comme le montre l'échec de la journée départementale d'Union de la Résistance tenue à Auxerre le 6 juin 1954 et boudée par une partie des forces conservatrices de l'Yonne : Jean Moreau, Mgr Lamy et Jean Chamant, le président du Conseil général.

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

CONCOURS 2012

par Jean Rolley

**Le thème du concours est cette année :
« Résister dans les camps nazis, on présentera les
différentes formes qu'a pu prendre cette résistance
et les valeurs qu'en transmettent les déportés par
leurs témoignages. »**

La première question est de savoir ce qu'on entend par « résister », dans les conditions extraordinaires de la déportation. Il semble nécessaire d'adopter une définition plus large que la définition de la résistance dans un pays occupé, définition que nous prenons pour la Résistance dans la France occupée ; en effet, aider un ou une autre déporté (e) d'une quelconque façon, c'est déjà s'opposer à l'entreprise nazie de déshumanisation. Il y a une résistance individuelle, en même temps qu'une résistance organisée. Participer à une action directe mettant en cause le travail, ou le système, encore plus à une opération de sabotage, pour cela entrer dans un groupe, supposait que des conditions soient remplies, comme par exemple d'échapper à la faim chronique. Un grand nombre de déportés étaient dans une situation physique et morale telle que résister semblait impossible, que la survie était leur seul horizon.

Une grande partie de l'activité de résistance dans les camps consistait à sauver des vies : un geste de solidarité, donner un peu de nourriture, aider un détenu à entrer dans un Kommando moins dur, étaient des actes de résistance. La connaissance des nouvelles, surtout des échecs allemands, puis faire connaître ces informations, était une activité importante de résistance.

Mais la frontière est mince entre faire de l'assistance entre amis, et résister. L'accusation a été portée contre la résistance des communistes, à Buchenwald par exemple, d'avoir privilégié l'aide aux communistes. Ce débat n'est pas clos. On peut se reporter au livre d'Olivier Laliou, *La zone grise ? la Résistance française à Buchenwald* [2005].

C'est pour cette raison que l'occupation de postes-clés par les déportés politiques (porteurs du triangle rouge), organisés, au

détriment des déportés de droit commun (porteurs du triangle vert), était très importante : à l'hôpital, à la cuisine, dans les bureaux de l'administration du camp. Dans ces postes une action pouvait être conduite, avec tous les risques que toute action faisait courir.

La résistance dans les camps a été d'autant plus active, qu'elle pouvait être en relation avec une organisation de résistance située à l'extérieur du camp : cela a été le cas des contacts des déportés avec la résistance polonaise, comme à Auschwitz dès 1942. Par exemple, des informations ont été données assez tôt sur la mise en application de la « solution finale ». La résistance d'Auschwitz a informé très vite de l'extermination des juifs de Hongrie en mai-juin 1944 et a demandé le bombardement des voies ferrées entre la Hongrie et Auschwitz, demande restée vaine. Les contacts étaient établis en particulier par les personnes qui entraient dans les camps de façon régulière.

Les résistants ont pu, malgré les risques considérables, réaliser des sabotages dans les usines fabriquant le matériel militaire, ou informer les Alliés de l'emplacement de ces installations : ce fut le cas des usines souterraines de Dora, où étaient fabriqués les V1 et les V2.

Il faut regarder également la situation particulière des camps d'extermination, comme Treblinka, Auschwitz-Birkenau, Sobibor. Dans ces camps des mouvements de révolte eurent lieu. Il s'agissait de déportés juifs qui se savaient condamnés, et qui voulaient mourir en combattant. Ils faisaient le même choix que les juifs du ghetto de Varsovie qui avaient au printemps de 1943 décidé de se soulever, comme ceux de Vilno, Czestochova, etc. À Treblinka, le 2 août 1943, 1000 prisonniers participèrent au soulèvement avec les armes qu'ils trouvèrent dans le camp. Environ 200 s'échappèrent, les autres furent en grande partie abattus. À Sobibor, le 14 octobre 1943, une évasion collective permit à 300 déportés de sortir du camp ; très peu réussirent à survivre, et le camp fut fermé après une répression sauvage. Il y eut enfin la révolte des juifs du Sonderkommando d'Auschwitz-Birkenau affecté au crématoire IV le 7 octobre 1944 ; ils furent presque tous massacrés. D'autres camps, moins importants, furent touchés.

La question est de savoir comment les élèves vont pouvoir aborder ce thème à partir de la réalité de l'Yonne. Il existe quelques textes de déportés qui ont témoigné sur leur expérience dramatique : Jean Puissant, *La colline sans oiseaux, quatorze mois à Buchenwald*, 1945, André Ragot, *NN*, 1946, Cécile Lobry, *Bagnes de femmes*, 1945, et enfin Jean Léger, récemment, *Petite chronique de l'horreur ordinaire*, 1998. Ce dernier continue à apporter son témoignage.

Mais au delà, les élèves ne peuvent que se rapporter à des publications, certes nombreuses, mais nationales. En voici quelques unes : *Le bulletin spécial de la Fondation pour la mémoire de la déportation* / Claudine Cardon-Hamet, *Triangles rouges à Auschwitz*, 2005 / Hermann Langbein, *La Résistance dans les camps nationaux-socialistes (1938-1945)*, 1981 / David Rousset, *Les jours de notre mort* / Annette Wieviorka, *Déportation et génocide*, 2003. ■